



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

# GROUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE ET MOYEN-ORIENT (GSM)

## DÉVELOPPEMENT ET SÉCURITÉ DANS LA RÉGION DU SAHEL

Rapport

Ahmet Berat ÇONKAR (Turquie)  
Rapporteur

095 GSM 20 F rév. 2 fin. | Original : anglais | Décembre 2020

## TABLE DES MATIÈRES

I.	INTRODUCTION .....	1
II.	DÉFIS STRATÉGIQUES .....	2
	A. SITUATION ÉCONOMIQUE DÉFAVORABLE ET MAUVAISE GOUVERNANCE.....	2
	B. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RARÉFACTION DES RESSOURCES.....	3
	C. DÉMOGRAPHIE ET CHÔMAGE DES JEUNES .....	4
	D. IMMIGRATION CLANDESTINE ET CRIMINALITÉ ORGANISÉE .....	4
	E. GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS ET ACTEURS NON ÉTATIQUES ARMÉS.....	7
III.	RÉPONSES ET INITIATIVES .....	9
	A. INITIATIVES RÉGIONALES AFRICAINES .....	10
	B. INITIATIVES NON AFRICAINES .....	13
IV.	PUTSCH AU MALI.....	18
V.	RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LA RÉGION DU SAHEL.....	19
VI.	CONCLUSIONS.....	22

## I. INTRODUCTION

1. Malgré les efforts considérables déployés à l'échelon local et international en faveur de la stabilisation du Sahel, qui s'étend de la Mauritanie au Soudan et compte quelque 150 millions d'habitants, la sécurité va en se détériorant. L'insécurité se propage à travers de frontières poreuses et a des conséquences dramatiques pour les populations. Non seulement les conflits qui y sévissent appauvrissent encore une région frappée par la misère, des inégalités et une exclusion sociale et politique endémiques, mais ils ont provoqué un afflux massif de milliers de déplacés internes (IDP) et de réfugiés qui cherchent à se mettre à l'abri dans les pays voisins ou, plus loin, au Maghreb ou en Europe.

2. Le présent rapport traite avant tout du Sahel central, vaste région où les problèmes de sécurité sont les plus pressants. Le Mali, le Niger et le Burkina Faso – et, singulièrement, les territoires bordant les frontières communes de ces trois pays, connus sous le nom de Triangle du Liptako-Gourma – sont particulièrement vulnérables. On y observe une intense activité militaire et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), entité autoproclamée ainsi que d'autres groupes armés non étatiques s'y montrent plus actifs.

3. Ces conflits se sont étendus aux pays voisins. Au Sahel, les problèmes sécuritaires et les flux migratoires clandestins qui en résultent ont de graves répercussions politiques, sociales et économiques en Afrique du Nord et en Europe. De fait, ces flux soulèvent une question d'une importance particulière que les partis et les mouvements populistes et hostiles à l'immigration exploitent en Europe et au-delà et qui soumet à de formidables pressions les gouvernements et les institutions des pays européens, dont plusieurs ont dû se résoudre à modifier leurs politiques en la matière. La sécurité au Sahel apparaît donc comme un problème critique pour la région dans son ensemble. L'OTAN suit de près l'évolution de la situation et bon nombre de ses membres sont à l'origine de diverses démarches diplomatiques ou sécuritaires visant à venir en aide aux pays de cette partie du monde et à ceux qui tentent de la stabiliser.

4. Les défis à relever au Sahel sont complexes et présentent de multiples facettes. Vestiges controversés du passé colonial, instabilité économique persistante, pauvreté extrême, changement climatique, sécheresse et désertification, croissance démographique sans réelles perspectives en matière d'éducation, chômage des jeunes, fragilité politique et sociale, menaces terroristes grandissantes et, désormais, une pandémie mondiale forment ce que l'on pourrait malheureusement décrire comme une « tempête parfaite » où l'insécurité et la pauvreté se renforcent mutuellement.

5. De surcroît, la situation difficile qui règne au Sahel est aussi la conséquence de la conjoncture politique, sociale et économique en Afrique du Nord et des agissements d'organisations terroristes qui prospèrent sur l'instabilité et les guerres par procuration au Proche-Orient de manière plus générale. Un bouleversement s'est produit au Sahel en 2012 lorsque le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), un groupe séparatiste à dominance touareg créé à la suite du retour de Libye de plusieurs milliers de combattants, a occupé presque entièrement le nord du Mali et a fait de Gao la capitale d'un État autoproclamé. En réponse aux violences commises par les milices touareg et leurs alliés est apparu un Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique occidentale (MUDAO), affilié à al-Qaïda, qui a exploité intelligemment les aspirations et les craintes de la population locale tout en obtenant le soutien de puissantes organisations criminelles opérant dans cette zone. Il a recruté un nombre considérable de combattants du centre et du nord du Mali et du Niger, dont les membres des milices d'autodéfense de la communauté peule. En juillet 2012, il a expulsé de Gao les hommes du MNLA, ce qui lui a permis d'étendre son influence le long de la ceinture malienne du Sahel central. Seule l'opération française *Serval*, lancée en janvier 2013 à la demande des autorités maliennes, a permis d'arrêter la marche du MUDAO sur Bamako.

6. Pourtant, cette opération militaire n'a pas remédié à la fragilité sous-jacente de la région, une fragilité qui, à de nombreux égards, devient de plus en plus inquiétante. L'insécurité qui régnait au Mali s'est propagée aux pays limitrophes. Aujourd'hui, plusieurs mouvements armés liés à al-Qaïda ou à Daech opèrent dans tout le Sahel central. Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, des attentats ont pris pour cibles les forces de sécurité, des organisations non gouvernementales (ONG), des acteurs du secteur privé et des civils. La multiplication des attaques terroristes, tout comme la montée des tensions intercommunautaires et du grand banditisme donnent à penser qu'à des degrés divers et dans certaines zones les autorités des pays de la région commencent à perdre le contrôle de la situation sécuritaire. Cela ne fait que détériorer les conditions d'existence d'une population vulnérable et déjà marginalisée par la pauvreté extrême, l'évolution démographique et l'accumulation des risques climatiques. L'arc de l'instabilité s'est donc élargi et englobe dorénavant les pays ouest-africains riverains du golfe de Guinée. Le nombre des attaques contre les civils, les forces armées, les étrangers et les travailleurs s'accroît. Entre novembre 2018 et mars 2019, les pertes civiles ont augmenté de 7 000 % au Burkina Faso, de 500 % au Niger et de 300 % au Mali. La région compte un demi-million d'IDP et 1,8 million de personnes menacées d'insécurité alimentaire, à quoi viennent s'ajouter 5,1 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, situation qui s'explique en partie par le climat d'instabilité (ACLED, 2019).

7. Plusieurs initiatives internationales ont été lancées dans le but de stabiliser la situation. Certaines touchent à la dimension militaire de la lutte contre l'extrémisme violent, tandis que d'autres se concentrent sur les rapports entre sécurité et développement. Les États membres de l'Union européenne plus spécialement concernés et des pays partenaires situés dans la région ont engagé des ressources considérables pour aider celle-ci à combattre les raisons de l'instabilité et de la migration clandestine. Leurs politiques se fondent sur la notion qu'une partie au moins des causes originelles de ces conflits est à rechercher dans de profondes difficultés liées aux conditions socio-économiques ou au développement, lesquelles doivent être traitées systématiquement pour prémunir la région contre la persistance de la violence et de l'anarchie.

## **II. DÉFIS STRATÉGIQUES**

### **A. SITUATION ÉCONOMIQUE DÉFAVORABLE ET MAUVAISE GOUVERNANCE**

8. À des degrés divers, les pays du Sahel sont fragiles et occupent généralement le bas des classements internationaux en termes de stabilité et de développement (Fonds pour la paix, 2018). Quarante pour cent de leur population vivent en deçà du seuil de pauvreté et le niveau de développement de la région est l'un des plus bas au monde. Ces pays sont également parmi ceux qui affichent les taux de chômage les plus élevés dans l'agriculture, avec à leur tête le Tchad (87 %). Dans cette région aride, le changement climatique pose un ensemble de problèmes économiques et humanitaires particulièrement épineux. Plus de 90 % de la main-d'œuvre sont employés dans le secteur informel, de sorte que les travailleurs et leurs familles sont grandement exposés aux bouleversements d'origine climatique ou humaine. Les populations qui vivent dans des zones éloignées et marginalisées comme le Triangle de Liptako-Gourma souffrent d'inégalités socio-économiques notoirement pénibles, qui procurent un sentiment d'insatisfaction omniprésent. Des dizaines de millions d'éleveurs pastoraux et de nomades sahéliens sont spécialement touchés par les inégalités dans l'accès aux services élémentaires.

9. Les faiblesses structurelles fondamentales des États du Sahel et les vastes territoires arides dont ces États ont la responsabilité ont conduit à l'adoption de pratiques de sous-traitance de fonctions normalement exercées par les pouvoirs publics (gestion de l'économie, fourniture de services, sécurité). Une multitude d'acteurs non gouvernementaux tels que des caciques locaux,

des autorités et des organisations tribales traditionnelles et jusqu'à des organisations humanitaires internationales sont souvent chargés de jouer le rôle dévolu à l'État. Cela confère à la gouvernance sahélienne des caractéristiques uniques. Par exemple, il existe une interaction constante – et parfois structurelle – entre les administrations nationales et les donateurs d'aide, consultants, spécialistes, commissaires aux comptes et conseillers internationaux. Cette situation unique en son genre peut effacer la distinction plus habituelle entre acteurs politiques intérieurs et extérieurs (FEPS et IAI, 2019).

10. La corruption représente un autre problème majeur du double point de vue du développement et de la sécurité. Elle est omniprésente et sape la confiance de la population dans les institutions gouvernementales, en même temps qu'elle soulève des doutes fondamentaux sur la légitimité. Le mécontentement à l'encontre de ces institutions est devenu l'une des principales causes de l'évolution politique négative de la région. Les indicateurs de la Banque mondiale placent les cinq pays du Sahel occidental dans le tiers inférieur du classement de l'efficacité gouvernementale. Cela dit, les efforts déployés par le Niger pour venir à bout de la corruption méritent d'être étudiés de près et encouragés. Après la création de la haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA) en 2011, puis l'adoption d'un arsenal législatif important, ce pays a accompli des progrès considérables dans l'amélioration de sa gouvernance et dans la consolidation de ses structures anti-corruption (FMI, 2019).

11. Bien que les conditions prévalant dans la région soient extrêmement difficiles, il existe un potentiel de croissance. Il reste toutefois essentiel d'agir de façon plus concertée pour renforcer le secteur privé et attirer les investissements directs. À lui seul, le secteur public ne pourra jamais galvaniser les économies de la région. Sa principale fonction sera de créer les conditions requises pour favoriser l'investissement endogène et étranger.

## **B. CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RARÉFACTION DES RESSOURCES**

12. La gestion et l'utilisation des ressources naturelles au Sahel sont étroitement liées à des questions en rapport avec la mobilité intrarégionale. Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, une majorité écrasante de la population travaille dans le secteur agricole ou pratique le pastoralisme. À l'évidence, ces activités sont fortement dépendantes de facteurs météorologiques et saisonniers : durant la saison des pluies, les inondations contraignent les éleveurs à mener leurs troupeaux jusqu'à des terrains secs, tandis que les zones inondées sont transformées en rizières. À la saison sèche, une fois le riz récolté, le bétail revient des zones désertiques du nord vers les pâturages du sud. Le changement climatique et les conflits commencent toutefois à altérer le cycle traditionnel des humains et du bétail, de sorte qu'une terrible incertitude empoisonne désormais la vie de ceux qui en dépendent.

13. L'absence d'un accès suffisant à l'irrigation, la mauvaise qualité des terres, la sécheresse et les précipitations irrégulières, et aussi le nombre restreint d'emplois dans les zones rurales, tous ces facteurs nuisent à l'économie pastorale et fermière et sont devenus les catalyseurs de mouvements migratoires massifs (FEPS et IAI, 2019). Par ailleurs, la course à l'eau et aux pâturages suscite depuis longtemps des conflits entre communautés vulnérables. Ces dernières années, la désertification et la raréfaction des ressources engendrées par le changement climatique, la pression démographique et une mauvaise gouvernance ont avivé ces tensions et compromis les fragiles liens entre les communautés et leur environnement. Cela se traduit de plus en plus fréquemment par des affrontements violents qui érodent la sécurité et la stabilité régionales. À leur tour, ces affrontements servent les intérêts de groupes extrémistes violents qui les exploitent pour alimenter leur rhétorique délétère, créant ainsi de nouvelles occasions de tirer profit du mécontentement ambiant et des difficultés économiques pour recruter de nouveaux membres et justifier la violence dont ils font preuve.

### C. DÉMOGRAPHIE ET CHÔMAGE DES JEUNES

14. Si les taux de natalité actuels se maintiennent, la population des cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) pourrait s'élever à 330 millions de personnes en 2050, chiffre à comparer avec celui de 2015 (135 millions). Le taux de fertilité moyen est de cinq enfants par femme ; au Niger, il passe à sept enfants. L'âge médian pour la région du Sahel est de 16 ans ; à titre comparatif, pour l'année 2020, il est de 19,7 ans en Afrique du Nord, de 30 ans en Turquie, de 38,6 ans en Amérique du Nord et de 42,5 ans en Europe (ONU, n.d. ). Les enfants de moins de 15 ans sont considérés comme formant un groupe dépendant à l'intérieur de la population. Le fait que la taille de ce groupe démographique dépasse celle de la population en âge de travailler complique considérablement toute tentative d'améliorer la situation économique et sociale et fait ressortir un problème d'emploi à plus long terme.

15. Si les jeunes sont majoritaires dans la population de chacun des pays sahétiens, leur statut social et les possibilités économiques qui s'offrent à eux sont restreints. En raison de leurs conditions d'existence précaires et de leur marginalisation sociale, les jeunes chômeurs sont *de facto* dans l'impossibilité de se marier ou d'obtenir le moindre statut social. Ce type de marginalisation est foncièrement déstabilisant et les experts prédisent l'explosion d'une « bombe à retardement » démographique si le moyen n'est pas trouvé d'associer ces jeunes gens à la vie politique et économique de leur pays (FEPS et IAI, 2019). Sous sa forme actuelle, le marché du travail sahélien est tout bonnement incapable d'absorber les nouveaux venus. Cette main-d'œuvre excédentaire n'a guère d'autre choix que de se mettre en quête d'un travail informel dans les zones urbaines, de se lancer dans l'agriculture de subsistance ou d'émigrer. Ceux qui travaillent dans d'aussi précaires conditions sont particulièrement vulnérables et les groupes extrémistes violents utilisent souvent l'appât de l'argent facile pour recruter parmi les jeunes défavorisés et révoltés. Les individus de moins de 30 ans privés d'éducation, de statut social et de perspectives économiques forment donc un facteur central de l'instabilité politique dans la région.

### D. IMMIGRATION CLANDESTINE ET CRIMINALITÉ ORGANISÉE

16. L'immigration clandestine en provenance des pays du Sahel préoccupe beaucoup les pays européens et d'autres encore. Les projets de développement mis en chantier au Sahel par l'Europe et d'autres pays partenaires visent notamment à donner aux jeunes des possibilités d'emploi qui les inciteront à rester sur place. Les images navrantes de migrants traversant la Méditerranée – l'un des itinéraires les plus dangereux désormais – et les abus révoltants observés en Libye et largement rendus publics sont autant de facteurs qui ont façonné le point de vue européen sur la crise régionale. Les difficultés économiques que connaissent certaines parties de l'Europe sont également à l'origine de manifestations d'hostilité plus générales contre les immigrants.

17. Il convient cependant de noter que le nombre d'arrivées a considérablement baissé depuis 2016, même si, à partir de cette date, plus de 160 000 immigrants sont arrivés chaque année en Europe via la Méditerranée (Conseil européen des relations extérieures, n.d.), soit 0,032 % de la population totale de l'Union européenne, qui s'élève à plus de 500 millions d'habitants. À titre de comparaison, à la fin de l'année 2018, le nombre de réfugiés pour 1 000 habitants était d'environ 156 au Liban, de 72 en Jordanie, de 45 en Turquie et de 6 dans l'UE (HCR, *Tendances mondiales*, 2018). La dramatique situation humanitaire des migrants, l'absence de coordination et de solidarité entre États membres de l'UE dans la gestion des événements et le déséquilibre criant observé dans la répartition des charges inhérentes à l'accueil et à l'accompagnement des arrivants sont autant de données d'un problème plus vaste. L'Organisation internationale des migrations (OIM, 2019) a indiqué que 34 226 migrants et réfugiés étaient arrivés en Europe par la mer entre janvier et juin 2019, soit 34 % de moins que durant la même période en 2018. Cependant, en 2019, l'Espagne

comme la Grèce ont accueilli largement plus de 10 000 migrants ou réfugiés, soit près de 83 % de l'ensemble des arrivées, le reste se répartissant en quantités beaucoup plus réduites entre l'Italie, Malte et Chypre (OIM, 2019).

18. Les itinéraires empruntés par les migrants clandestins traversent des pays arides comme le Mali, le Niger, l'Algérie et la Libye et sont extrêmement dangereux. Les voyageurs risquent d'être les victimes de bandits, sans parler des conditions très rudes auxquelles ils s'exposent dans le désert et, le cas échéant, en Méditerranée. Plus de 70 % des migrants interrogés par l'OIM à leur arrivée en Italie ont indiqué qu'ils avaient été exploités par des passeurs sur les itinéraires de la Méditerranée centrale (Initiative conjointe UE-OIM, n.d.).

19. Il convient de faire la distinction entre la migration légale et la migration clandestine. La migration transsaharienne est un phénomène très ancien renvoyant à une économie régionale historiquement composite, qui n'a jamais respecté facilement les frontières nationales. En effet, le tracé des frontières post-coloniales au Sahel ne s'est pas fait sous le signe de la cohésion sociale, économique et ethnique. Clans et groupes ethniques ont été arbitrairement répartis dans le contexte d'un processus échappant à leur contrôle. À cet égard, la migration est naturellement devenue une stratégie de survie permettant aux communautés pastorales comme sédentaires de relever les défis climatiques de la région : précipitations variables, sécheresses cycliques et autres problèmes liés au changement climatique, tels que la désertification croissante ou la diminution des ressources hydriques. Le Protocole pour la libre circulation des personnes et des marchandises établi par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) légitime ce phénomène et lui confère un fondement juridique. Il accorde aux citoyens des pays signataires le droit de pénétrer et de résider sur le territoire de n'importe lequel de ces pays. Ainsi, les habitants de la région dans son ensemble peuvent se rendre en toute légalité à Agadez, dans le centre du Niger, ville devenue un pôle d'émigration clandestine en direction de la Libye.

20. L'OIM a installé à Agadez et à Séguédine des centres chargés de surveiller et de faciliter le passage des habitants des pays d'Afrique occidentale vers l'Algérie et la Libye. L'EUCAP Sahel Niger a formé les autorités à la lutte contre les passeurs de migrants clandestins et au renforcement de la sécurité frontalière (Lebovich, 2017). Cependant, les mesures prises par l'UE pour améliorer la gestion des mouvements migratoires au Sahel ont involontairement jeté les migrants dans les bras de réseaux clandestins trop heureux d'en exploiter la vulnérabilité. Le gouvernement nigérien ayant criminalisé leur transport en 2015, le nombre de migrants à transiter par le pays est tombé de 100 000 à 150 000 par an avant 2016 à 5 000 à 10 000 en 2019 (Euractiv, 2020). Malgré cette baisse, l'intensification de la traite des êtres humains fait encore des morts sur l'itinéraire Agadez-Libye. Les migrants qui traversent les zones désertiques du Mali, du Niger, d'Algérie et de Libye courent de plus en plus le risque d'être les victimes des insurgés et se heurtent à des conditions climatiques très dures dans une région où les missions de recherche et de sauvetage sont pratiquement inexistantes (OIM, 2019).

21. En dépit de la pandémie de Covid-19, les migrants clandestins du Sahel ont continué à se diriger vers l'Afrique du Nord et, dans certains cas, vers l'Europe malgré un renforcement considérable des contrôles aux frontières et, notamment, la fermeture par le Niger de sa frontière avec la Libye en raison, précisément, de la pandémie (Euractiv, 2020). Quoi qu'il en soit, des milliers de migrants sont arrivés au Maghreb, avec les tensions que cela suppose dans les secteurs de la santé, du logement, de l'emploi et de l'éducation. Selon le *Migration Policy Institute* (El Ghazouani, 2019), le Maroc abriterait à lui seul 700 000 ressortissants de pays subsahariens et les chiffres officiels font apparaître une augmentation régulière des flux migratoires : de 54 400 migrants en 2005 à près de 100 000 en 2019 (Lebovich, 2020). Il en va de même pour l'Algérie, en direction de laquelle la guerre civile libyenne a détourné les migrants qui comptaient traverser la Libye ou s'y

installer. En Tunisie, les pouvoirs publics font état de la présence de 7 500 migrants subsahariens, encore que le chiffre de 20 000 pourrait davantage correspondre à la réalité.

22. Par le passé, l'Algérie et la Libye ont également joué un grand rôle dans la migration clandestine transsaharienne en faisant venir des travailleurs saisonniers sahéliens. L'Algérie et le Mali ont donné un caractère formel à cette migration par la conclusion d'un accord bilatéral de libre circulation entre les deux pays. Par après, le colonel Kadhafi avait, au nom du panafricanisme, autorisé tout ressortissant d'un État africain à entrer sans visa sur le territoire libyen. Le statut de pays de destination de l'Algérie et de la Libye reste évident aujourd'hui, même si le contexte géopolitique a subi des changements spectaculaires. Dans les faits, la majorité des Sahéliens qui quittent leur patrie ont pour destination finale l'un ou l'autre de ces deux pays ; seuls 20 % d'entre eux déclarent vouloir se rendre en Europe (Clingendael, 2017). Pour les migrants qui souhaitent aller en Europe, il vaudrait mieux y parvenir que de prendre les armes du triple point de vue de leur sécurité personnelle, des revenus et de la respectabilité sociale, sans même parler de la sécurité régionale. On peut imaginer que la stabilisation de la Libye contribuerait, d'une part, à résoudre le problème de l'immigration clandestine et, d'autre part, à favoriser le développement économique de la région.

23. Le Maghreb n'est donc pas seulement une région de passage pour les migrants subsahariens : il représente aussi une destination en soi. Toutefois, les migrants se heurtent aujourd'hui à un ensemble décourageant d'obstacles juridiques et socio-économiques et l'apparition de la pandémie a rendu leur situation d'autant plus précaire. En 2013, le Maroc a procédé à une refonte complète de sa législation migratoire qui a débouché sur la régularisation d'environ 50 000 migrants, mais les salaires restent relativement bas pour ceux qui sont employés dans les secteurs à fort coefficient de main-d'œuvre comme la construction ou les travaux domestiques (El Ghazouani, 2019). L'Algérie, elle, a opté pour une politique remarquablement dure et a tenté d'expulser bon nombre des migrants clandestins arrivés sur son territoire. Selon le HCR, 53 % des réfugiés et des migrants vivant en Tunisie ont perdu leur emploi en raison des restrictions liées à la pandémie (Dworkin, 2020). Au Maroc, il semblerait qu'à la suite des mesures de confinement, les migrants subsahariens risquent de connaître l'insécurité alimentaire. Un strict renforcement des contrôles aux frontières dans la région pourrait avoir des conséquences néfastes pour les structures économiques et pour les stratégies de survie de communautés déjà fragiles et marginalisées.

24. Toutefois, la contrebande aussi suscite de l'inquiétude. Les échanges commerciaux dans la région ont varié au cours des siècles et ont porté sur les esclaves, l'or, l'ivoire, le bétail, les céréales et le sel. Entre les années 1990 et 2000, de nouveaux produits tout à la fois illicites et à grande valeur ajoutée, tels que les armes et les stupéfiants, ont offert de nouvelles – quoique indésirables – opportunités commerciales. La contrebande du haschich est 12 fois plus lucrative que celle des cigarettes. Depuis la fin des années 2000, la contrebande s'est étendue aux méthamphétamines et aux médicaments détournés à des fins autres que thérapeutiques (comme le Tramadol ou le Rivotril). Il est cependant très difficile d'évaluer les quantités qui transitent par la région. De fait, en raison des conflits, peu de saisies sont opérées pour l'instant dans la bande sahélo-saharienne (*International Crisis Group*, 2018).

25. Le trafic d'armes au Sahel a des conséquences particulièrement graves, puisqu'il a contribué à doter en armes de guerre des bandes criminelles qui, désormais, emploient des groupes armés pour protéger ou intercepter des convois. Ce trafic menace directement la sécurité régionale, tandis que les revenus tirés du trafic de stupéfiants perturbent les économies locales, empoisonnent les relations entre communautés et remettent en question les vieilles hiérarchies et le respect de l'autorité traditionnelle. La chute de Kadhafi en 2011 a permis l'ouverture d'un « marché de l'armement en libre-service » en Libye, mais ce marché a cessé d'être l'unique fournisseur des groupes qui opèrent au Sahel. Depuis 2015, le flux d'armes prélevées sur les stocks libyens ou



détournées par des factions libyennes diminue et les dépôts militaires nationaux sont devenus une source importante d'armements pour les milices non étatiques opérant dans la région (*Conflict Armament Research*, 2016). Les bases militaires sont de plus en plus fréquemment prises pour cibles par des milices qui parviennent souvent à s'enfuir avec du matériel létal. De surcroît, le vide sécuritaire en Libye permet aux trafiquants, terroristes et acteurs non étatiques d'exploiter l'extrême porosité de frontières qui, de surcroît, ne sont guère surveillées. Après la chute du régime Kadhafi, des milices, des terroristes et des mercenaires en provenance des pays voisins ont commencé à opérer en Libye et au Sahel. Par exemple, on estime qu'au moins 3 000 mercenaires soudanais combattent désormais sur le territoire libyen dans ce qu'on appelle l'Armée nationale libyenne. On craint de plus en plus que ces mercenaires ne soient toujours plus enclins à offrir leurs services aux groupes armés du Sahel (*The Guardian*, 2019).

26. Les trafiquants de stupéfiants et d'armes et ceux qui se livrent à la traite des êtres humains utilisent souvent les mêmes itinéraires et les mêmes contacts ; de surcroît, ils ont trouvé de nouvelles façons de financer des opérations militaires. On rapporte que les filières les plus prospères opèrent avec l'accord tacite de quelques personnages haut placés dans l'appareil de l'État et qu'elles corrompent des responsables de haut rang, des fonctionnaires, des membres des forces de sécurité et de défense et des personnalités politiques ; on rapporte aussi qu'en retour ces gens les protègent activement ou se contentent de ne pas appliquer les lois. Certains trafiquants se transforment en véritables entremetteurs politiques et se placent de manière à pouvoir contrôler les élections locales ou législatives. Par ailleurs, ils investissent volontiers dans l'économie licite pour diversifier ou blanchir leurs avoirs acquis illégalement. Par cette démarche, ils visent à acquérir une certaine légitimité et à épauler ouvertement les gouvernements dans leur lutte contre des bandes rivales.

27. Ainsi, au Mali, des spécialistes indiquent que les grands trafiquants sont en rapport avec, d'une part, les autorités maliennes – qui réfutent ces affirmations – et, d'autre part, des groupes politico-militaires opérant dans le nord du pays. Souvent, les filières de trafiquants sont intégrées dans ces groupes ou fusionnent avec eux ; lesdits groupes dépendent eux-mêmes du trafic de stupéfiants pour se financer et acquérir des armements. La chasse aux trafiquants d'armes et de stupéfiants est redescendue de plusieurs échelons dans la liste des priorités des acteurs internationaux engagés dans les opérations antiterroristes. Leur réticence à combattre de façon plus résolue les trafiquants de stupéfiants s'explique par le manque de ressources appropriées, la complexité de ces filières et l'admission implicite du fait que ces trafiquants sont fréquemment sous la protection de personnages haut placés dans l'appareil des États avec lesquels les pays occidentaux coopèrent (*International Crisis Group*, 2018).

## **E. GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS ET ACTEURS NON ÉTATIQUES ARMÉS**

28. Ces 20 dernières années, le Sahel est devenu une sorte de creuset où évoluent des mouvements extrémistes violents. Ces mouvements, qui n'hésitent pas à commettre des attentats sanglants dans la région, sont excessivement morcelés. Certains font allégeance à al-Qaïda, d'autres à Daech. Ce morcellement reflète souvent des choix tactiques plutôt que de quelconques préférences idéologiques ou confessionnelles.

29. L'État islamique dans le Grand Sahara est actif dans l'ouest du Niger depuis 2015. En 2017, quatre membres des forces spéciales américaines et cinq soldats nigériens ont été tués dans une embuscade tendue par ce groupe. La même année, Paris et Niamey ont décidé d'éliminer l'EIGS et, à cet effet, ont commencé à coopérer avec deux groupes touareg locaux et signataires de l'accord de paix d'Alger, à savoir le MSA (Mouvement pour le salut de l'Azawad) et le GATIA (Groupe autodéfense touareg Imghad et alliés) (*Libération*, 2019). En mars 2017, plusieurs groupes extrémistes violents – Ansar Eddine, Front de libération du Macina, al-Mourabitoune et la branche sahélo-saharienne d'al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) – ont uni leurs forces pour créer le

Djamat Nusrat al-Islam wal Muslimin, autrement dit le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM). Le GSIM est maintenant la branche officielle d'al-Qaïda dans la région. Il opère principalement au Mali mais a revendiqué plusieurs attaques dans d'autres pays sahéliens. En octobre 2019, les forces françaises ont tué son chef religieux autoproclamé, Ali Maychou, en coopération avec les forces maliennes et avec l'aide des États-Unis (*Le Monde*, novembre 2019).

30. Ces groupes extrémistes violents ont des structures notoirement indolentes et changent fréquemment de noms, de bases d'opérations, de structures et d'alliances. Les cloisons qui les séparent sont poreuses. Par ailleurs, ce serait une erreur de les considérer simplement comme des éléments d'un mouvement extrémiste mondial qui serait commandé de l'extérieur et qui exploite le concept islamique du djihad. De fait, c'est la dynamique locale et régionale qui apporte l'explication la plus cohérente à l'apparition de tels groupes, qui ont su exploiter aussi habilement la vulnérabilité de la population. Dans le Sahel tout entier, la propagande extrémiste met à profit un sentiment généralisé de désespoir. Dans les zones rurales, les habitants ont un accès restreint à la justice et il leur est difficile, voire impossible de protéger leurs biens et leurs personnes. Une profonde méfiance s'est installée entre les populations vulnérables et les forces de défense et de sécurité ; souvent, les secondes ne sont pas en mesure de garantir la sécurité des premiers ou ne sont pas disposées à le faire. Dans de telles conditions, la population est plus sensible à une propagande qui exploite et déforme le concept islamique du djihad et qui, malheureusement, incite les déshérités à constituer des milices d'autodéfense, dont la composition repose souvent sur l'appartenance ethnique mais qui exploitent essentiellement des préceptes religieux mal compris.

31. L'écart entre les amples besoins de sociétés sahéliennes sans cesse plus fragiles et l'inaptitude des gouvernements à donner de l'espoir à leurs concitoyens a permis aux groupes extrémistes violents de s'incruster dans les sociétés en question. Le fossé toujours grandissant qui sépare le citoyen de l'État est l'une des causes majeures de la radicalisation (FEPS et IAI, 2019). L'extrême pauvreté en est une autre : ces groupes sont souvent en mesure de rémunérer des nécessiteux prêts à prendre part à des actes de violence pour obtenir des revenus dont leurs familles et eux-mêmes ont désespérément besoin. En combattant au sein de groupes extrémistes, certains voient leurs revenus multipliés par 20. Les groupes extrémistes violents prospèrent dans les zones d'où l'État est absent ou dans lesquelles sa souveraineté est contestée. Dans des sociétés caractérisées par la montée des tensions autour de l'accès aux terres arables et aux pâturages et par leur dynamisme démographique, ils attisent les brasiers sociaux et politiques tout en imposant, paradoxalement, un ordre social aussi rude qu'élémentaire.

32. Ainsi, plutôt que d'être au service de ce que l'on appelle le djihad planétaire, les groupes extrémistes violents du Sahel sont avant tout des produits de la dynamique locale et régionale et opèrent essentiellement « à domicile ». Cela se reflète à la fois dans leur recrutement au sein des communautés marginalisées et dans leurs offensives contre des institutions étatiques qu'ils jugent foncièrement illégitimes. Il n'est donc pas surprenant que, dans le Sahel central, l'extrémisme violent soit loin de former un monolithe cohérent. En fait, il se résume plutôt à un ensemble d'insurrections armées qui, majoritairement – mais pas exclusivement – répondent à d'inquiétants problèmes politiques et socio-économiques qui, ces dernières années, se font faits plus pressants. L'appel au « djihad planétaire » joue un rôle beaucoup moins important dans la motivation des insurgés que la pauvreté, la répression policière et militaire, la lutte pour l'accès à des pâturages ou l'aspiration à une véritable représentation politique au sein de la communauté (*International Alert*, 2018). Dans un contexte social et politique explosif et faute d'une présence effective de l'État, les groupes extrémistes apparaissent même aux yeux de certaines communautés comme le moyen de restaurer la loi et l'ordre public. Dans les faits, ils sont considérés comme une entité étatique là où l'État semble inexistant. Cette particularité reste un de leurs atouts, même si leur aptitude à tenir leurs promesses est généralement très décevante et si leurs agissements ne font le plus souvent qu'aggraver une situation déjà difficile. Cela dit, au vu des conditions d'existence particulièrement rudes qui prévalent

au Sahel, une interprétation rudimentaire et biaisée de la loi islamique instaurée par ces combattants – autoproclamés – de la guerre sainte pourrait chez certains sembler préférable à une gouvernance plus que médiocre ou à l'anarchie (*International Alert*, 2018).

33. Cette interprétation de la conjoncture dans les sociétés sahéliennes soulève de sérieuses interrogations sur la façon de parer à la menace. Des réponses purement militaires sont vouées à l'échec et risquent de plonger la région dans un cercle vicieux où les opérations antiterroristes des gouvernements infligeront de lourdes pertes aux populations locales et pousseront un nombre toujours croissant d'habitants dans les bras des groupes extrémistes violents. Les arrestations arbitraires et les exécutions extra-judiciaires dont sont victimes les membres de certaines communautés ethniques – exactions dont la réalité est dûment établie par des organisations de défense des droits humains – ne font qu'aggraver les choses et creusent encore l'abysse qui sépare les gouvernements sahéliens de leurs populations. À l'évidence, il faut recourir à d'autres méthodes : la communauté internationale doit aider au rétablissement des pouvoirs publics et à l'ouverture d'un dialogue authentique, tout en contribuant à la transformation des forces de sécurité nationales en véritables garants de la sécurité, précisément. Cela est beaucoup plus facile à dire qu'à faire et, bien évidemment, la responsabilité ultime de ces transformations incombe aux citoyens et aux gouvernements de la région.

34. Le risque de voir la situation au Sahel occidental se propager bien au-delà de la région suscite des préoccupations légitimes. De fait, il est évident qu'une menace plane d'ores et déjà sur le littoral ouest-africain. En juin 2020, des insurgés ayant des liens avec le Sahel ont tué 14 soldats en Côte d'Ivoire. Les franchissements de frontières par des groupes armés se sont multipliés en même temps que le trafic de bétail, de stupéfiants et d'armes, sources de revenus d'une importance majeure pour les extrémistes, prenait de l'ampleur. Le Bénin, le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Togo ont constaté une intensification de ce genre de trafic. Il semblerait que ces groupes aient forgé des liens avec des insurgés nigériens. Les combattants de l'EIGS tendent de plus en plus à chercher refuge dans les pays plus au sud et ont commencé à recruter au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo. Pour l'EIGS et le GSIM, l'expansion dans les pays voisins offre des sources de revenus supplémentaires et ajoute à leur prestige lorsque, par exemple, ils prennent le contrôle de ports ou de mines d'or tout en lançant des attaques qui marquent l'opinion (*The Economist*, 9 juillet 2020).

35. Enfin, des combattants venus du Proche-Orient ont commencé à opérer dans le Sahel, notamment parce que leur propre marge de manœuvre en Iraq et en Syrie a été substantiellement réduite. Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, quelque 2 500 combattants tunisiens de Daech ont fait mouvement de la Libye vers la Syrie, ce qui fait redouter un éventuel débordement de cette violence dans la région du Sahel.

### III. RÉPONSES ET INITIATIVES

36. Plusieurs initiatives ont été lancées dans la région du Sahel pour renforcer l'ordre sécuritaire, social et politique. Mais, comme c'est souvent le cas dans les régions en crise, un problème se pose, celui de l'absence de coordination entre les actions ainsi engagées. Certains évoquent d'ailleurs un « embouteillage » d'initiatives qui, collectivement, ont pour effet de submerger les structures étatiques qu'elles sont censées aider (*International Crisis Group*, 2018).

## 1. INITIATIVES RÉGIONALES AFRICAINES

### 1. Union africaine

37. L'Union africaine a lancé deux initiatives dans la région – le Processus de Nouakchott, en 2013, et la Stratégie pour la région du Sahel, en 2014 – dans le but d'encourager la coopération et une meilleure coordination entre les parties prenantes responsables de la sécurité dans la région. La Stratégie vise à aider cette dernière à améliorer la gouvernance, la sécurité et le développement. Il s'agit d'un concept multidimensionnel adapté à la complexité de la crise sahélienne et repris dans 15 autres stratégies proposées pour le Sahel par des acteurs régionaux et internationaux travaillant à l'atténuation des conséquences de ladite crise. L'Union africaine a nommé un représentant spécial pour le Sahel et a installé le quartier général de sa Mission pour le Mali et le Sahel (MISAHEL) à Bamako. Cette initiative a donné des résultats assez limités. L'Union africaine, qui avait l'ambition de fournir une méthode structurelle de longue haleine pour surmonter les obstacles à la paix et à la sécurité sur le continent grâce à son Architecture de paix et de sécurité (AAPS), manque tout simplement de l'influence et des ressources requises pour enrayer l'accélération de la spirale de la violence et des soulèvements sociaux au Sahel.

38. Le Processus de Nouakchott visait à encourager les échanges et la coopération entre responsables de la sécurité au Sahel, mais l'esprit de solidarité initial s'est largement estompé et sa dernière réunion ministérielle remonte à 2015. La mise en œuvre de la Stratégie pour le Sahel de 2014 a connu un destin semblable en raison, notamment, de l'absence d'une claire répartition des charges entre parties prenantes et de l'insuffisance des ressources financières et humaines mises à la disposition de ceux qui en avaient la responsabilité (*Institute for Security Studies Africa*, juin 2018).

39. La méthode de l'Union africaine prend en compte des facteurs climatiques et environnementaux et englobe un large groupe de pays : le Burkina Faso, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, le Soudan et le Tchad. À mesure que l'arc de crise s'étendait, elle a également absorbé l'Algérie, la Côte d'Ivoire, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Libye, le Nigéria et le Sénégal. L'inclusion des principaux pays du Maghreb correspondait à une vision plus large de la résolution des conflits au Sahel. Cependant, l'initiative a perdu son cap initial, car cet élargissement a entraîné une prolifération des ambitions et des objectifs. Une telle évolution a entravé le traitement rapide d'une crise qui allait en s'aggravant (Fondation pour la recherche stratégique). En théorie, l'initiative de l'Union africaine semble cohérente, mais le soutien financier et la détermination politique des parties concernées sont trop faibles pour dynamiser un processus capable de s'attaquer à la racine des conflits régionaux. Il faut, pour s'atteler plus efficacement à la résolution des problèmes du Sahel, une méthode plus ciblée et circonscrite aux cinq pays les plus vulnérables de la région.

### 2. CEDEAO

40. Créée en 1975, la CEDEAO est une entité régionale de 15 membres – Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sierra Leone, Sénégal et Togo – qui a pour mandat de promouvoir l'intégration économique régionale. Comme indiqué précédemment, les efforts qu'elle a déployés dans ce sens ont facilité les mouvements migratoires et les échanges commerciaux dans la région. Chaque pays membre autorise les citoyens des 14 autres à pénétrer sur son territoire, à y résider et à y exercer une activité économique. Dans les années 1990, lorsque des conflits ont ébranlé le Libéria et la Sierra Leone, la CEDEAO s'est transformée en protagoniste de la sécurité régionale. Sous l'égide de l'AAPS, elle est devenue l'une des plus influentes organisations vouées à la sécurité régionale sur le continent africain.

41. La CEDEAO, dont la communauté internationale estime généralement qu'elle constitue un forum mieux adapté que l'Union africaine pour gérer la crise du Sahel, avait obtenu du Conseil de sécurité de l'ONU l'autorisation d'organiser une mission militaire afin d'aider les autorités maliennes pendant le conflit dans le nord du pays. Elle avait donné le coup d'envoi à la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine) en décembre 2012. Cependant, des problèmes logistiques et des goulets d'étranglement logistiques n'avaient pas permis le déploiement rapide des effectifs sur le terrain. La CEDEAO avait eu beaucoup de mal à mobiliser les 3 300 soldats qu'elle comptait envoyer au Mali et la mission avait fini par échouer, faute d'une assistance financière suffisante. De surcroît, les planificateurs militaires de la CEDEAO avaient sous-estimé la puissance des groupes extrémistes opérant dans le centre du Mali (*Friedrich Ebert Stiftung*, 2018). La mission a été intégrée dans la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali) à l'été 2013.

### 3. G5 Sahel

42. Parce qu'il est l'une des régions les moins développées au monde, le Sahel est confronté à de nombreux problèmes : extrême pauvreté, crises alimentaires, gouvernance médiocre, criminalité, corruption et terrorisme. La situation qui y règne sur le plan de la sécurité est préoccupante pour les pays qui en font partie, certes, mais aussi pour tout le continent africain et au-delà.

43. Outre le terrorisme, le problème des IDP demande lui aussi une solution immédiate. Il influe directement sur la sécurité. L'Afrique subsaharienne est le théâtre de mouvements humains sans précédent qui s'expliquent par l'insécurité alimentaire, le manque d'accès à l'eau, le terrorisme et les conflits intercommunautaires. Les défis inhérents à ces mouvements sont aussi l'une des causes profondes de l'immigration clandestine qui, à son tour, alimente une traite d'êtres humains de proportions gigantesques dans toute la région. Puisqu'un problème multidimensionnel demande une solution collective, des acteurs régionaux et internationaux ont mis au point une série d'initiatives destinées à régler les questions dérangeantes qui submergent le Sahel. Le G5 Sahel (G5 S) est l'une des principales composantes de ces initiatives.

44. La création du G5 S en février 2014 se voulait une réponse aux échecs militaires et diplomatiques de la CEDEAO. Les mécanismes et la stratégie du GS 5 en relation avec la crise du Sahel ont remplacé ceux de l'Union africaine. Le GS 5 est une structure de coopération réunissant cinq pays sahéliens (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Initialement conçu comme un moyen de renforcer l'association entre développement économique et sécurité, il a progressivement concentré son action sur les questions sécuritaires. Son mandat est vaste et comprend, outre la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, le rétablissement de l'autorité de l'État, ainsi que le retour des réfugiés et des IDP. En dernière analyse, les pays du G5 doivent assumer la responsabilité de la protection de leurs populations et de la restauration des institutions étatiques. Le rôle de la communauté internationale devrait consister à faciliter ce processus en collaborant étroitement avec ces pays.

45. En 2017, le G5 S a mis sur pied la Force conjointe G5 S, qui se compose de 5 000 hommes des forces armées des cinq pays membres et qui a pour mission de combattre les groupes extrémistes violents. Les opérations de la Force conjointe s'orientent vers les régions frontalières et se partagent entre trois zones : une zone occidentale, dont le poste de commandement est en Mauritanie, une zone centrale, avec un poste de commandement à Niamey, et une zone orientale, placée sous le commandement du Tchad. Jusqu'ici, chaque bataillon assume uniquement la responsabilité de sa propre zone. Dans un rapport datant de 2018, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a estimé que la Force conjointe tardait à devenir entièrement opérationnelle. Depuis le Sommet de Ouagadougou, en janvier 2020, des progrès ont été accomplis pour ce qui est

de la mobilité : certains éléments opèrent maintenant en dehors de leur zone de casernement. Pour que la Force conjointe soit plus efficace dans la lutte contre le terrorisme, il conviendrait que les bataillons puissent intervenir en dehors de leur champ d'action habituel. De même, s'agissant du droit de poursuite en territoire étranger, les éléments de la Force conjointe peuvent opérer jusqu'à 100 kilomètres au-delà des frontières nationales.

46. L'explosion de la violence constatée ces derniers mois au Burkina Faso illustre tout à la fois la souplesse de manœuvre des groupes extrémistes violents et les restrictions opérationnelles de la Force conjointe. Des groupes armés agissant de part et d'autre de la région tricontinentale progressent désormais vers le sud en direction du Bénin et du Togo, à l'extérieur du champ d'action de la Force conjointe. Au vu de cette expansion du conflit, l'ambitieuse portée géographique initialement envisagée par la CEDEAO semble désormais plus appropriée qu'à l'origine, tout simplement parce que le conflit forme des métastases en dehors des pays membres du G5 S. De nouvelles initiatives dont la concrétisation n'est pas entièrement terminée – parmi lesquelles le Partenariat pour la stabilité et la sécurité au Sahel (P3S) annoncé par la France et l'Allemagne au Sommet du G7 de Biarritz, en août 2019 – visent *de facto* à répondre à l'élargissement géographique de la crise.

47. Le G5 S est une entité vouée à la sécurité qui en est à ses premiers balbutiements et qui se heurte à bien des revers et des difficultés, au point qu'elle a souvent besoin d'une aide extérieure pour compenser sa vulnérabilité. Les pays du Sahel coopèrent et interagissent surtout avec la communauté internationale pour traiter leurs problèmes de sécurité. De nombreux pays apportent des contributions non négligeables aux initiatives du G5 S par l'intermédiaire de plates-formes bilatérales et organisationnelles. Indépendamment de la MINUSMA, cette force de maintien de la paix de l'ONU au Mali, d'autres forces armées déployées par divers protagonistes au Sahel continuent à mener des opérations dans la région. Par ailleurs, la communauté internationale lève des fonds pour les pays subsahariens. Toutefois, les efforts déployés au profit de la sécurité et de la stabilité dans cette partie du monde n'ont pas encore débouché sur les résultats escomptés.

#### 4. UEMOA

48. En décembre 2019, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui compte parmi ses membres le Burkina Faso, le Mali et le Niger, a décidé de réformer sa monnaie commune. Le franc CFA, héritage de l'époque coloniale française, a été rebaptisé « éco ». La nouvelle devise reste liée à l'euro par un taux de change fixe. Les États participants ne seront plus tenus de déposer la moitié de leurs réserves en devises étrangères auprès de la Banque de France (Euractiv, 15 janvier 2020) et aucun représentant français ne siègera désormais au conseil d'administration de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BECEAO). Paris a vu dans cette réforme le symbole du renouveau des relations franco-africaines (BBC, 2020).

49. Cependant, cette décision a engendré des tensions avec les pays ouest-africains anglophones laissés en dehors du système. De fait, la CEDEAO avait précédemment approuvé l'adoption d'une monnaie unique et autonome appelée « éco » (Brookings Institution, 2020). Le président nigérian, Mouhammadou Bouhari, est un de ceux qui se sont montrés le plus critiques de la décision. Toutefois, les commentateurs ont rappelé que le Nigéria lui-même était responsable de l'enlisement des négociations autour de l'adoption d'une monnaie commune à cause de sa réticence à se conformer à des normes fiscales communes. Avec l'apparition de la pandémie, le lancement de l'éco, qui devait avoir lieu en juin 2020, a été reporté *sine die*. Les membres de l'UEMOA ont clairement indiqué qu'ils hésitaient à compromettre une situation économique déjà fragile en introduisant l'éco. Il est peu probable que les discussions reprennent avant les élections qui doivent bientôt se tenir en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Burkina Faso et au Niger (Fröhlich, 2020).

## **B. INITIATIVES NON AFRICAINES**

### **1. MINUSMA**

50. La MINUSMA a été créée par l'ONU en avril 2013. Elle regroupe actuellement 15 365 personnes et dispose d'un budget d'environ 1 milliard de dollars. Son mandat doit être renouvelé chaque année par le Conseil de sécurité, qui, en juin 2020, a effectivement adopté la résolution 2531 (2020), le prolongeant jusqu'au 30 juin 2021.

51. La toute première priorité de la MINUSMA est de favoriser l'application de l'Accord de paix d'Alger conclu en 2015 entre le gouvernement malien et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), entité rassemblant divers groupes de rebelles du nord du pays. La Mission appuie les démarches engagées pour restaurer l'autorité des pouvoirs publics dans cette partie du Mali, mettre en place de nouvelles structures institutionnelles au profit de l'État, réformer le secteur de la sécurité, démobiliser les combattants et parvenir à une réconciliation nationale. Elle a aussi pour objectif de protéger la population civile tout en encourageant le dialogue national et local. Cependant, la lutte contre le terrorisme n'est pas inscrite dans son mandat, même si les incessantes offensives des groupes terroristes restreignent gravement son aptitude à s'acquitter de ses tâches avec efficacité. La MINUSMA doit consentir d'énormes efforts militaires et logistiques rien que pour maintenir sa présence dans le nord du Mali. Quelque 80 % de ses moyens militaires sont consacrés à la protection de ses propres infrastructures et des convois dont elle dépend pour l'approvisionnement de ses bases. L'opinion publique malienne a fini par se montrer critique de la MINUSMA, qu'elle accuse de rester passive face à la menace terroriste et de privilégier la sécurité des Casques bleus par rapport à celle de la population civile. Les autorités rendent parfois la Mission responsable de leurs échecs, pratique qui n'est pas faite pour renforcer la légitimité et la popularité de cette opération de l'ONU (SWP).

### **2. Missions et opérations de l'UE**

52. L'UE est apparue, elle aussi, comme un acteur de premier plan au Sahel. En 2011, son service européen pour l'action extérieure (SEAE) a adopté la Stratégie pour la sécurité et le développement du Sahel ; cette stratégie exhaustive et intégrée vise à traiter les problèmes interdépendants qui se posent à la région. Elle insiste sur le rapport entre développement et sécurité. En 2015, toutefois, au vu de la forte augmentation des arrivées de migrants sur les côtes européennes, certains États membres de l'UE, aux yeux desquels l'immigration représente tout à la fois un défi sécuritaire et une menace pour l'ordre libéral européen, ont demandé avec insistance l'adoption de mesures davantage axées sur la sécurité (Davitti et Ursu, 2018). Certains spécialistes font cependant valoir que la projection des craintes européennes à l'extérieur des frontières compromet les chances d'aboutissement de la stratégie (Venturi, 2019).

53. Depuis le lancement de sa stratégie globale en 2016, l'UE a, pour sa part, resserré la coordination entre ses différentes missions et instruments. Elle possède au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad des délégations qui servent de bureaux de liaison entre Bruxelles, les missions relevant de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et les acteurs extérieurs locaux et internationaux. Le représentant spécial de l'UE pour le Sahel, Ángel Losada, est l'actuel responsable de la coordination de l'ensemble de la stratégie.

#### *a. EUTF – Sahel et lac Tchad*

54. En novembre 2015, les chefs d'État et de gouvernement européens et africains, réunis à Malte pour le Sommet de La Valette sur la migration, ont créé le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (EUTF) dans le but d'aider la région à se stabiliser et à traiter les causes profondes de la migration

clandestine dans trois régions africaines : le Sahel et le lac Tchad, la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord. La première de ces régions regroupe 12 pays (Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad). La politique migratoire extérieure de l'UE se concentre désormais sur l'Afrique subsaharienne, surtout depuis la fermeture de la « route des Balkans » en 2016 à la suite de l'accord entre l'UE et la Turquie.

55. L'EUTF est doté d'un budget de 4,7 milliards d'euros pour les trois régions concernées, dont 2 milliards pour le Sahel et le lac Tchad ; ce budget est alimenté par le budget de l'Union proprement dit et par le Fonds européen de développement (FED), à quoi viennent s'ajouter les contributions d'États membres, de la Norvège et de la Suisse. Il finance actuellement 100 projets répartis en quatre catégories : gouvernance et prévention des conflits améliorées, gestion des migrations plus fiable, instauration de résilience et création d'opportunités nouvelles dans le domaine de l'économie et de l'emploi. La sécurité et la gestion des frontières au Sahel et dans la région du lac Tchad absorbent 16 % du budget (et 31 % pour les trois régions). Plusieurs ONG affirment que l'EUTF détourne des fonds destinés à l'aide au développement au profit de programmes de contrôle des flux migratoires et des frontières et que, de ce fait, il n'est guère en mesure de remédier aux causes profondes des migrations massives.

*b. Missions relevant de la PSDC et Cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR)*

56. L'UE a lancé les missions EUCAP Sahel Niger<sup>1</sup> et EUCAP Sahel Mali<sup>2</sup> respectivement en 2012 et 2015 pour contribuer à l'élaboration d'une méthode intégrée, cohérente, durable et respectueuse des droits humains à l'usage des divers responsables de la sécurité au Niger comme au Mali dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. Plus de 100 spécialistes internationaux – dont la plupart appartiennent aux forces de sécurité et aux ministères de la Justice de pays européens – sont installés en permanence à Niamey pour appuyer ces missions.

57. L'EUCAP Sahel Mali complète la Mission de formation de l'UE au Mali (EUTM Mali), qui est le volet militaire de la stratégie appliquée dans ce pays par l'Union. Elle a été lancée en 2013 dans le but de consolider les capacités des forces armées maliennes et, spécifiquement, de transformer celles-ci en forces autonomes aptes à défendre la population et le territoire. L'EUTM Mali se compose de près de 700 soldats originaires de 23 États membres de l'Union et de cinq pays tiers (Géorgie, Monténégro, Serbie, Albanie et République de Moldova). La mission s'occupe de formation et d'enseignement et fournit en outre des conseils stratégiques et opérationnels au ministère de la Défense et aux forces armées, ainsi qu'à la Force conjointe G5 Sahel.

58. En 2017, l'UE a créé une cellule de coordination régionale (CCR). Les 15 spécialistes qui la composent coordonnent les opérations de l'Union et dressent la liste des besoins et des insuffisances en relation avec les missions relevant de la PSDC. La CCR s'intéresse exclusivement à la sécurité et à la défense. En 2019, elle a été rebaptisée en « cellule de conseil et de coordination régionale (CCCR) » dans une nouvelle tentative de rendre son travail plus effectif au niveau régional. Il s'agira de renforcer les capacités régionales et, si nécessaire, nationales du G5 S pour, notamment, rendre opérationnels les éléments militaires et policiers de la Force conjointe, l'objectif ultime étant d'améliorer la coopération transfrontalière et de permettre aux EUCAP Sahel Mali et Niger de fournir une formation et des conseils stratégiques à d'autres pays du Sahel. En mars 2020, le mandat de l'EUTM Mali a été élargi pour permettre à celle-ci d'apporter à la Force

<sup>1</sup> Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes

<sup>2</sup> Mission de soutien aux capacités des intervenants nigériens en matière de sécurité en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité organisée



conjointe G5 S et aux forces armées nationales une assistance militaire sous la forme de conseils, d'entraînement et d'encadrement. Ce même mandat a également été prolongé jusqu'au 18 mai 2024, tandis que le budget de la mission passait à 133,7 millions d'euros pour les quatre années à venir (Conseil de l'UE, 2020).

59. La Commission européenne a adopté en mars 2020 une « stratégie globale avec l'Afrique » qui repose sur cinq secteurs de coopération prioritaires : transition verte et accès à l'énergie, transformation numérique, croissance durable et emplois, paix et gouvernance, et enfin, migration et mobilité. L'objectif visé est le passage d'une structure centrée sur l'assistance à un partenariat UE-Afrique. Dans l'intervalle, l'Accord de Cotonou – qui est le principal accord de développement économique conclu entre l'Union et des pays africains – deviendra caduc à la fin de l'année et est en cours de renégociation (Lebovich, 2020).

### 3. Alliance Sahel

60. En juillet 2017, la France, l'Allemagne et l'UE ont annoncé la création de l'Alliance Sahel, destinée à aider les pays sahéliens à restaurer les fondations de sociétés stables capables d'œuvrer durablement au développement et à la paix dans la région. La Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) étaient également à l'origine de cette initiative ; l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, le Danemark et les Pays-Bas ont accepté de la rejoindre. L'Alliance Sahel a été mise sur pied pour améliorer l'efficacité de l'aide au développement dans la région et pour désigner aux membres du G5 Sahel un interlocuteur unique pour les questions de développement. L'objectif visé est, d'une part, l'intensification de la coordination entre partenaires s'occupant de développement (essentiellement les administrations des pays mentionnés plus haut qui sont affectées à ces questions et les partenaires internationaux) et, d'autre part, l'accélération de la concrétisation de l'aide et des projets tout en répondant aux besoins exprimés par les bénéficiaires et par le Secrétariat du G5 Sahel. En janvier 2019, l'Alliance a annoncé la mise en chantier de 730 nouveaux projets d'ici à 2022 pour un financement total de 11 milliards d'euros.

### 4. États-Unis

61. Dans le prolongement des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont pris une série de mesures leur permettant de suivre les agissements d'al-Qaïda en Afrique ; il s'agissait pour l'essentiel de programmes de surveillance, d'instruments de coopération sécuritaire et de la fourniture aux Alliés et aux partenaires des Américains d'une assistance en matière de renseignement et de logistique. Après la création du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) en 2007, les effectifs militaires américains présents sur le continent africain sont passés à quelque 7 200 personnes (chiffres pour la fin de l'année 2018) ; le gros de ces effectifs est cantonné au Camp Lemonnier, à Djibouti. En avril 2018, le secrétaire à la défense de l'époque, James Mattis, avait estimé que le Nigéria, le Niger et le Mali accueillaient un millier de soldats américains (Lawfare).

62. Au Sahel, de petites unités des forces spéciales américaines conseillent les militaires sur place et les milices locales sur la façon de venir à bout des extrémistes violents (*Foreign Policy*, 2020). Les militaires américains fournissent en outre à leurs alliés français une aide fort bienvenue : communication de données du renseignement, soutien logistique (transport aérien, ravitaillement en carburant) et utilisation de drones. Au Niger, en octobre 2017, des combattants de l'EIGS ont tendu une embuscade qui s'est soldée par la mort de quatre membres des forces spéciales américaines. Selon M. Matthis, les militaires américains présents au Niger à l'époque étaient uniquement chargés de « missions de formation et de conseil ». En 2019, les Américains ont commencé à transférer leurs opérations de drones de Niamey à Agadez, au Niger, où ils avaient construit des installations

désignées sous le nom de « base aérienne 201 ». Cette base constituait alors la plus grande infrastructure destinée aux forces aériennes des États-Unis dans l'histoire récente. Agadez occupe une position plus centrale d'où il est possible de surveiller une zone plus étendue et d'une plus grande importance stratégique.

63. La restructuration des forces américaines à l'échelle mondiale donne maintenant à penser que les effectifs des forces spéciales présentes en Afrique subiront une réduction considérable en 2021 et l'idée d'abandonner la base aérienne 201 et de ne plus aider les forces françaises au Sahel recueille un certain soutien. Il semble qu'un débat se soit ouvert à Washington autour de l'engagement de troupes américaines dans la région ou, à tout le moins, au sujet de la proportion de ces troupes qu'il convient d'affecter aux opérations antiterroristes. Cependant, le secrétaire d'État, Mike Pompeo, a insisté sur la nécessité d'affronter l'EIGS en Afrique occidentale, d'autant que la menace qu'il représente a gravement mis en difficulté les gouvernements de la région comme les partenaires internationaux (Gibbons-Neff, 2018). En janvier, à une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis ont demandé une réduction des effectifs des casques bleus chargés du maintien de la paix au motif que « les missions de maintien de la paix [n'étaient] pas une réponse adaptée aux menaces grandissantes » qui se profilaient là-bas. D'autre part, préconisant de façon plus générale l'adoption d'une nouvelle stratégie, des responsables américains ont estimé que la MINUSMA devait cesser de tenter de faire respecter l'Accord d'Alger de 2015 et se concentrer plutôt sur la protection des civils (France 24, 2020).

64. Au Sommet de Pau, en janvier 2020, les chefs d'État de la France et des pays membres du G5 S ont remercié les États-Unis de leur aide cruciale et se sont dit favorables au maintien d'une présence militaire américaine. Lors d'une audition consacrée au budget de la défense par la commission des forces armées du Sénat, le général Stephen Townsend, commandant de l'AFRICOM, a déclaré qu'une présence militaire sur le continent africain devait rester un élément essentiel de la stratégie américaine visant à contrer l'influence russe et chinoise dans le monde (Szuba, 2020). En mars 2020, le département d'État a annoncé la création d'un poste d'envoyé spécial qui serait chargé d'examiner le problème de la montée de la violence dans la région (Pamuk, 2020). Le même mois, au Niger, des conseillers militaires américains ont – pour la première fois depuis l'introduction de règles d'engagement à la suite de l'embuscade de 2017 – accompagné des forces dans une vaste opération antiterroriste à proximité de la frontière avec le Nigéria (Gibbons-Neff, 2018). Il est généralement admis que les forces françaises n'auraient pu neutraliser le chef d'AQMI, Abdelmalek Droukdal, en juin 2020, sans les renseignements d'une importance cruciale fournis par les États-Unis.

## 5. France

65. En janvier 2013, alors que des groupes extrémistes violents faisaient mouvement vers le sud et menaçaient d'attaquer Bamako, la France a lancé l'opération *Serval*, d'une ampleur relativement réduite, à la demande de Moussa Traoré, qui était à l'époque le président du Mali. Des objectifs politiques précis, une diplomatie internationale coordonnée et l'usage efficace de la force armée ont permis aux militaires français de remporter une victoire à court terme et d'empêcher la chute de Bamako entre les mains d'extrémistes violents. Cette opération a certes contribué à stabiliser le pays dans une certaine mesure, mais elle n'était pas conçue pour remédier aux causes sous-jacentes du conflit et d'aucuns font valoir qu'elle a provoqué la dispersion des mouvements terroristes dans les pays voisins, dont la Libye et le Niger.

66. En juillet 2014, la France a étendu sa présence à toute la région avec le lancement de l'opération *Barkhane*, qui vise des objectifs plus ambitieux : lutter contre le terrorisme à l'intérieur d'un territoire de la taille de l'Europe, mettre en avant la Force conjointe G5 S et soutenir tant les forces armées maliennes que la MINUSMA. L'opération met en jeu 4 500 soldats français ;

son quartier général opérationnel se trouve dans la capitale du Tchad, N'Djamena, et son budget annuel est de 600 millions d'euros (Sénat de la République française). Elle se déroule au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger et au Tchad. De petites unités des forces spéciales capables d'intervenir très rapidement ont été déployées sur le terrain pour attaquer les groupes armés extrémistes avec l'aide de chasseurs, de drones et de systèmes de collecte de renseignements. En décembre 2019, les Français ont procédé à une première frappe aérienne mettant en œuvre des drones lors d'un assaut contre des terroristes armés dans la région de Mopti, au Mali. Depuis le début des opérations *Serval* (2013) et *Barkhane* (2014), 44 soldats français ont été tués au combat dans la région du Sahel.

67. La mort de 13 soldats français au Mali le 25 novembre 2019 a mis en évidence les problèmes auxquels les forces françaises sont confrontées au Sahel, alors que les offensives des insurgés s'intensifient. Ces 13 morts représentaient le bilan le plus lourd qu'ait connu l'armée française depuis 1983 pour une seule opération. Bien que les succès tactiques de l'opération *Barkhane* soient bien réels et que les interventions et les efforts de la France aient prévenu une aggravation de la situation, ces efforts risquent d'être sapés par une impasse politique qui est à l'origine du coup d'État survenu au Mali en août 2020 (voir ci-dessous). Isolée, l'opération *Barkhane* ne peut manifestement pas déboucher sur une solution politique (Sénat de la République française), ce que les autorités militaires françaises ont d'ailleurs admis. Son objectif est plus restreint et n'est pas d'éradiquer le terrorisme, mais bien d'attirer les terroristes à découvert sur le terrain, là où ils seront plus exposés aux forces armées locales. Il faut espérer que l'opération donnera aux gouvernements sahéliens davantage de possibilités d'exercer pleinement leur autorité sur leurs territoires respectifs. Quelques succès ont été enregistrés. Par exemple, en juin 2020, les forces spéciales françaises ont tué le chef d'AQMI, Abdelmalek Droukdal, dans le nord du Mali. Le succès de l'opération se doit à la collecte d'un ensemble de renseignements d'origine humaine et technique par les services français et américains (Roger et Alilat, 2020).

68. L'opération *Barkhane* acquiert une dimension internationale de plus en plus affirmée et bénéficie de l'aide des États-Unis et de l'Europe. Ainsi, le Danemark lui a affecté deux hélicoptères et jusqu'à 70 hommes, tandis que la taille du contingent estonien a pratiquement doublé cette année. Les hélicoptères Chinook britanniques apportent un soutien crucial à l'opération et l'Allemagne s'occupe de former la police et la gendarmerie au Burkina Faso. Par ailleurs, les autorités allemandes se sont engagées à allouer 10 millions d'euros à l'achat de matériel et 10 autres millions à des missions d'instruction des forces armées (Goxho, 2020).

69. La France plaide sans relâche pour un engagement international accru et, en novembre 2019, son ministère de la défense a annoncé la création de la force spéciale internationale Takouba (Kelly, 2020). Outre qu'elle est destinée à relever les soldats de l'opération *Barkhane* de leurs tâches actuelles pour leur permettre de se concentrer sur la poursuite des insurgés et sur la prévention d'attaques éventuelles, cette force a pour mission de conseiller, d'assister et d'accompagner les forces armées maliennes en coordination avec les partenaires du G5 S et d'autres acteurs internationaux présents sur le terrain, dont l'EUTM Mali, l'EUCAP Sahel Mali et l'EUCAP Sahel Niger. Une fois complète, elle se composera d'un contingent français et d'éléments des forces spéciales de nombreux pays européens (Irlande, Estonie, Lettonie, Danemark, Espagne, Belgique, Suède, Norvège, Pays-Bas, Grèce et Italie). Il est prévu d'y affecter au total un effectif de 500 personnes. Un premier contingent de 100 hommes et femmes provenant des forces spéciales françaises et estoniennes a été déployé cet été.

70. Face aux manifestations d'hostilité des populations d'Afrique occidentale à l'encontre de la présence militaire française et internationale, Emmanuel Macron a demandé aux chefs d'État des pays membres du G5 S de proclamer publiquement leur soutien à l'intervention militaire française. En janvier 2020, lors du Sommet de Pau – ville où étaient cantonnés la plupart des soldats français

tués en novembre 2019 –, ces chefs d'État « ont souhaité la poursuite de l'engagement militaire de la France au Sahel ». La multiplication des attaques terroristes et l'aggravation du bilan humain ont servi de catalyseur à la fusion de l'opération *Barkhane* et de la Force conjointe G5 Sahel sous une nouvelle structure de commandement, fusion rendue publique au Sommet de Pau sur les instances des États sahéliens. L'impulsion donnée à cette occasion s'est matérialisée avec la mise en place de la Coalition pour le Sahel, officiellement créée le 28 mars 2020 par les membres du G5 – qui célébraient cette année-là le 60e anniversaire de leur indépendance – et l'Union européenne. La nouvelle structure vise à apporter une réponse collective aux problèmes de la région. En février 2020, la ministre de la défense de la France, Florence Parly, a annoncé le déploiement de troupes supplémentaires, essentiellement dans la « zone tricontinentale ». Le renforcement de l'opération *Barkhane*, décidé au début de l'année (déploiement de 600 soldats supplémentaires), une coordination accrue avec les forces armées sahéliennes, la concentration d'efforts collectifs dans la « zone tricontinentale » (aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso) et la création de la force Takouba ont permis d'affaiblir l'EIGS.

#### IV. PUTSCH AU MALI

71. Au mois d'août 2020, le président du Mali, Ibrahim Boubacar Keïta, a été contraint de démissionner à la suite d'un putsch. Des soldats de la garnison de Kati, dans la banlieue de Bamako, ont pris d'assaut le palais présidentiel et arrêté divers responsables gouvernementaux, dont M. Keïta. Un Comité national pour le salut du peuple (CNSP) – ainsi que se présentent collectivement les auteurs du putsch – a annoncé de nouvelles élections. Le putsch est arrivé dans la foulée de manifestations à répétition organisées à Bamako à l'appel du Mouvement du 5 juin (5M) et de Mahmoud Dicko, un imam très écouté, pour protester contre la tenue des élections législatives du mois de mars en dépit de la pandémie. Ces manifestations « anti-Keïta » s'expliquaient aussi par la montée de l'insécurité et par la crise économique que connaît le pays.

72. Le putsch a donné lieu à de nouvelles interrogations sur les efforts consacrés par la communauté internationale à la stabilisation du Mali. L'Union africaine a voté l'exclusion temporaire de ce pays et demandé la libération du président et des responsables gouvernementaux. Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné le putsch et demandé à son tour la libération immédiate du président et des responsables gouvernementaux (BBC, 19 août 2020). Les membres de la CEDEAO ont décidé de fermer leurs frontières avec le Mali, d'interrompre les flux financiers en direction de celui-ci et d'écarter le pays de toutes les instances décisionnelles de leur organisation (BBC, 19 décembre 2020). La France et les États ont également condamné le putsch sans tarder (BBC, 19 août 2020) ; la Turquie, quant à elle, a fait part de son inquiétude et de sa tristesse et a exprimé son soutien aux efforts déployés par l'ONU, l'Union africaine et la CEDEAO pour un retour à l'ordre constitutionnel (Ministère des affaires étrangères de la République de Turquie, 19 août 2020) et l'Organisation internationale de la francophonie a exclu temporairement le Mali. Les militaires ont libéré M. Keïta à la fin du mois d'août (al-Jazeera, 27 août 2020). Les autorités maliennes ont adopté une Charte de la transition et une feuille de route pour réviser le cadre électoral, préparer des élections crédibles, consolider la gouvernance, mettre fin à l'impunité, appliquer les dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et faire face à la menace du terrorisme.

73. Le putsch a incontestablement placé les partenaires internationaux du Mali, dont la France, devant un dilemme. Ses conséquences pour la Force conjointe G5 S ne sont pas encore connues avec certitude. Il a assurément soulevé quelques questions dérangeantes à propos de la formation militaire dans le pays. En réponse au putsch, l'UE a, pour sa part, provisoirement arrêté sa mission de formation et a précisé qu'elle n'entendait apporter son soutien qu'aux « autorités nationales légitimes » (al-Jazeera, 26 août 2020). L'Allemagne a reconnu qu'un certain nombre d'officiers

putschistes avaient été formés en Europe, bien que le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, ait affirmé que l'Union n'avait rien à voir avec la formation des quatre meneurs les plus en vue.

74. En représailles au putsch, les membres ouest-africains de la CEDEAO ont infligé au Mali un régime de sanctions exhaustif. Début octobre, toutefois, ces sanctions ont été levées pour faciliter la restitution du pouvoir aux civils. Le colonel en retraite Bah N'Daw, ancien ministre de la défense, a été désigné comme président par intérim par le gouvernement de transition, tandis que l'ancien ministre des affaires étrangères, Moctar Ouane, devenait premier ministre. La période de transition devrait durer 18 mois. M. N'Daw a formé un gouvernement de 25 membres chargés de conduire le pays aux élections. Le principal instigateur du putsch, Assimi Goïta, est devenu vice-président responsable des questions de sécurité et de défense. Les militaires détiennent pour l'instant quatre portefeuilles clés : défense, sécurité, administration territoriale et réconciliation nationale. Le secteur civil et les anciens groupes armés touareg signataires d'un accord de paix avec les autorités maliennes en 2015 seront représentés (al-Jazeera, 6 octobre 2020).

75. M. Keïta, qui avait été arrêté le jour du putsch puis envoyé aux Émirats arabes unis pour y recevoir des soins, est rentré le 22 octobre à Bamako, où il est assigné à résidence et placé sous surveillance. La libération de Soumaïla Cissé, enlevé à Tombouctou le 25 mars pendant la campagne des élections législatives, apporte également une note positive aux démarches engagées pour la paix et la stabilisation du Mali.

76. Le 6 octobre, après l'annonce par les chefs du CNSP de la formation d'un gouvernement civil de transition, la CEDEAO a levé ses sanctions contre le Mali ; de la même façon, trois jours plus tard, l'Union africaine a annulé la mesure d'exclusion temporaire. En signe de solidarité et de coopération avec la nouvelle administration de Bamako, le président du Ghana et président élu de la conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, s'est rendu au Mali afin de saluer les efforts déployés par le CNSP pour rétablir l'ordre constitutionnel et démocratique dans le pays.

## V. RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LA RÉGION DU SAHEL

77. La pandémie de Covid-19 a provoqué une grave récession économique dans beaucoup de pays en voie de développement (PVD) et le Sahel n'a pas fait exception. Le secteur manufacturier, le commerce de détail, les échanges commerciaux et le secteur des loisirs ont été les plus touchés. On s'attend à une contraction de la croissance économique à l'échelle mondiale ; les PVD et les pays sous-développés devront supporter un fardeau particulièrement lourd, car une bonne partie des premiers ne disposent pas des réserves propres à amortir le choc. La pandémie a poussé de nombreux gouvernements africains à prendre des mesures sans précédent – confinement, restrictions des déplacements, etc. – pour endiguer la propagation du virus (France 24 ; Kone, 2020). Bien qu'indispensables, ces mesures aggravent la situation des économies de la région, déjà faibles et vulnérables. Des frontières ont été fermées, l'« état d'urgence sanitaire » a été décrété un peu partout, le tourisme et les échanges commerciaux ont considérablement chuté et les chiffres du chômage sont à la hausse (Baldwin et Weder di Mauro, 2020). Les principales puissances économiques mondiales entrent maintenant en récession, tandis que les confinements bouleversent les chaînes de valeur mondiales. La demande en biens et en services d'origine sahélienne s'est effondrée et la forte baisse des prix des biens de consommation a porté un coup aux exportateurs pétroliers de la région (Ongley et Selassie, 2020). Les exportateurs pétroliers africains ont été durement frappés par la pandémie et par le tassement des tarifs énergétiques qu'elle a provoqué (*Africa News*, 2020). D'autres pays ouest-africains se ressentiront aussi de la baisse des prix des

biens de consommation. Ainsi, le Tchad devrait enregistrer une perte de revenus de l'ordre de 900 millions de dollars, soit l'équivalent de 8 % de son PIB (Tyburski, 2020).

78. Dans un autre registre, l'inquiétude grandit de voir les mesures de confinement forcé et les difficultés économiques alimenter l'insécurité et les tensions politiques dans cette partie du monde et, singulièrement, dans les pays où des élections sont prévues. Les principales mesures prises pour enrayer la pandémie peuvent être perçues comme la manifestation de tendances autoritaires de la part de gouvernements désireux de renforcer leurs pouvoirs, ce qui risque d'engendrer une perte de confiance dans les processus démocratiques (Fletcher et Rouget, 2020).

79. Les responsables du Programme alimentaire mondial (PAM) se sont dits profondément préoccupés par les conséquences éventuelles de la pandémie sur les chaînes d'approvisionnement humanitaires. Au Sahel, l'insécurité alimentaire a gagné du terrain ces derniers mois (ONU Info, 2020). Le PAM prévoit un triplement des niveaux d'insécurité alimentaire au Burkina Faso, le nombre de personnes concernées passant de 680 000 en 2019 à 2,1 millions en juin 2020. Au Mali et au Niger, le nombre de personnes frappées par l'insécurité alimentaire devrait atteindre, respectivement 1,3 million et 2 millions (PAM, 2020).

80. Les pays du Sahel sont affligés de quelques-uns des systèmes de santé les plus démunis au monde. La pandémie pose donc un grave problème à la région tout entière, car certains de ces systèmes ont été sérieusement endommagés par près d'une décennie de violences et de conflits. L'application des mesures-barrières les plus élémentaires, tel le lavage des mains, est compliquée, car il est très difficile de trouver de l'eau propre et du savon (DeYoung, 2020). Une alimentation et des conditions de logement médiocres rendent les habitants plus vulnérables encore. Des maladies comme la malaria posent depuis longtemps un grave problème d'ampleur régionale ; l'impossibilité de le résoudre correctement donne une idée des défis structurels plus généraux auxquels le Sahel se voit confronté en raison de la pandémie. Comme indiqué dans le présent rapport, la gouvernance dans les pays sahéliens se caractérise par sa grande faiblesse, facteur qui obère lourdement la capacité de la région de faire face à la pandémie. Les gouvernements ont bien du mal à exercer leur autorité sur tout le territoire national et cela complique particulièrement l'acheminement de l'assistance médicale (Le Quiniou, 2019). L'inquiétude vient de ce qu'en cas d'apparition du virus le système de santé de nombreux pays sahéliens serait presque immédiatement submergé, ce qui entraînerait de terribles pertes en vies humaines et ajouterait encore à l'instabilité.

81. La Covid-19 menace plus spécialement les habitants des camps de réfugiés surpeuplés où il serait très difficile d'enrayer sa propagation. Ces camps affichent des conditions sanitaires souvent très mauvaises, ce qui rend la situation encore plus préoccupante. Il est considérablement plus difficile d'y empêcher la contamination et l'accès aux soins de santé y est très restreint (Molnar et Naranjo, 2020). De plus, il n'est pas réaliste, dans de telles circonstances, de vouloir y faire respecter les règles de distanciation physique. L'état de santé de nombreux réfugiés rend ceux-ci particulièrement vulnérables. Qui plus est, certains camps sont pris pour cibles : en avril 2020, le HCR s'est dit alarmé par la situation au Burkina Faso après que des groupes armés se furent attaqués à des réfugiés maliens, forçant certains d'entre eux à quitter les camps. De fait, le Burkina Faso a été le théâtre de déplacements massifs : plus de 838 000 personnes depuis janvier 2019, un chiffre en augmentation quotidienne. Babar Baloch, porte-parole du HCR, a récemment déclaré que « l'approche de la saison creuse, combinée au conflit armé et à la pandémie, créera d'autres situations dramatiques et de nouveaux déplacements de populations » (HCR, 2020). Des mouvements massifs de ce genre pourraient aisément se transformer en vecteurs de la maladie.

82. Selon certains spécialistes, les mesures prises pour endiguer la pandémie pourraient, paradoxalement, donner aux groupes extrémistes violents l'occasion d'étendre leur influence

(Shortell, 2020) : charger les forces de sécurité de faire respecter un confinement impopulaire pourrait nuire encore à leur légitimité et étayer les allégations d'oppression dont les insurgés se servent pour recruter combattants et partisans (Fletcher et Rouget, 2020). Ainsi, au Niger, deux mesures prises pour combattre la pandémie – confinement et suspension des prières collectives – ont suscité de violentes protestations (Le Point, 2020). La conjugaison de l'insécurité alimentaire et d'un amenuisement des perspectives économiques est susceptible de provoquer une explosion sociale et politique dans une région déjà fragile.

83. Les implications à longue échéance pour le développement économique et social sont innombrables. Si la fermeture des écoles est un moyen efficace de faire respecter les règles de distanciation physique dans les communautés, l'application prolongée de cette mesure pourrait nuire à la constitution de ressources humaines dans la région et, partant, restreindre les opportunités économiques à venir (Banque mondiale, 2020). La formation à distance n'est tout simplement pas envisageable car, dans une grande partie de la région, nombreux sont les habitants à ne pas avoir accès à un ordinateur ou aux technologies de télécommunications. Seuls 64 % de la population disposent d'une connexion TIC mobile, contre 71 % dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne et 95 % à l'échelle mondiale (Banque mondiale, 2017).

84. Les gouvernements africains bénéficient maintenant d'une aide financière et d'autres formes d'assistance de la part du FMI, de la Banque mondiale, de la BAD, sans oublier une aide bilatérale, pour contrebalancer les répercussions économiques de la pandémie (Gandhi, Schaeffer et Madden, 2020). Ainsi, à la mi-avril, le FMI a approuvé l'octroi au Burkina Faso d'une aide d'urgence de 115,3 millions de dollars destinée au financement du système de santé, de la sécurité sociale et de mesures de stabilisation macroéconomiques propres à soutenir l'économie et à atténuer les conséquences de la pandémie (FMI, 2020). Plusieurs personnalités africaines demandent désormais un allègement immédiat de la dette via un moratoire de deux ans qui serait accordé aux pays vulnérables pour le remboursement de leur dette extérieure ; l'argument avancé par les partisans de cette démarche est que cela créerait l'espace fiscal dont les gouvernements ont besoin pour faire face à la pandémie (Okonjo-Iweala, 2020).

85. La fermeture des marchés et des frontières a perturbé une fois de plus le secteur de l'élevage pastoral, déjà fragilisé par le conflit. Les difficultés de transport des produits alimentaires comme des personnes, de même que les difficultés d'accès aux marchés, ont entraîné une hausse du prix des produits en question et la disparition de moyens de subsistance. Au Sahel, les marchés traditionnels de vente au détail de produits alimentaires dans les centres urbains représentent entre 80 % et 90 % des ventes de ces produits. À Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, les 40 marchés de bétail sur pied ont été fermés en mars. Les mesures de ce genre sont progressivement levées à travers la région, mais les marchés restent peu fréquentés. Par conséquent, il se peut que les éleveurs pastoraux n'aient d'autre choix que de vendre leurs troupeaux pour une bouchée de pain aux propriétaires fonciers, ce qui risque d'aggraver les inégalités économiques. On rapporte que des milliers d'éleveurs pastoraux sont bloqués dans des États côtiers comme le Togo ou le Bénin et qu'ils ne pourront retourner au Sahel à la saison des pluies. La concentration d'animaux dans les zones frontalières sollicite excessivement les pâturages et les points d'eau, et la faible disponibilité de soins vétérinaires augmente les risques de maladies dans les troupeaux (Bisson, 2020).

## VI. CONCLUSIONS

86. Des années d'assistance militaire et financière n'ont pu éliminer les causes sous-jacentes des conflits dans le Sahel. L'action internationale menée dans ce sens s'est intensifiée, mais la situation se détériore. L'un des grands problèmes qui subsistent est la prolifération d'initiatives qui se chevauchent et submergent les structures étatiques censées en bénéficier. Le manque de coordination entre les acteurs nuit à la lutte contre le terrorisme et complique l'élimination de ses causes premières dans cette partie du monde. En vaste consultation avec les pays sahéliens, il est donc essentiel de commencer à envisager un cadre qui faciliterait la coordination des actions menées par les protagonistes internationaux, de manière à ce que les efforts consacrés au maintien de la paix portent leurs fruits. À cet égard, diverses initiatives, telles que la Coalition pour le Sahel ou Alliance Sahel, visent à garantir une coordination et une convergence plus efficaces des efforts de stabilisation de la région. Le temps et l'évolution de la situation sur le terrain diront si ces initiatives aboutiront.

87. Alors que la menace de l'extrémisme violent s'étend, que les attentats terroristes se multiplient et que des civils perdent la vie dans des affrontements interethniques, les populations locales ont de plus en plus de mal à accepter la présence de forces étrangères ou à en percevoir l'utilité. Ainsi, au Mali, l'opération *Barkhane* et la MINUSMA font l'objet de critiques de plus en plus vives. Le mandat de ces forces étrangères est véritablement mal compris : c'est là un problème qu'il conviendra de traiter par une attitude plus ouverte à l'égard des acteurs sociaux et par une meilleure prise en compte de leurs desiderata. Aussi longtemps que la sécurité continuera à se dégrader, la présence des forces étrangères ne fera pas l'unanimité. Pour convaincre l'opinion publique, il faut aussi des résultats tangibles sur le terrain. Des victoires considérables ont été remportées sur le terrorisme au Sahel, privant les factions armées de tout bastion territorial. Au-delà des succès militaires, la stabilisation de la région demande des actions substantielles sur le triple plan de la gouvernance, de l'assistance humanitaire et du développement ; l'efficacité de ces actions dépend avant tout de leur bonne coordination. Quoi qu'il en soit, le règlement des conflits de la région relève, en dernier ressort, de la responsabilité des gouvernements et des peuples qui s'y trouvent. La communauté internationale peut seulement appuyer et encourager la réconciliation.

88. La lutte contre le terrorisme et la migration clandestine demeure la principale motivation de l'action internationale au Sahel. La conjonction de ces deux phénomènes distincts engendre une problématique qui s'explique par la grande complexité de leurs causes. La stabilisation et la restauration de la paix sont subordonnées au rétablissement de la sécurité et au renforcement de l'État et des services publics. Des solutions simplistes ne donneront aucun résultat et les initiatives militaires seules ne suffiront certainement pas à résoudre les problèmes sous-jacents. La lutte contre le terrorisme exige des pays de la région qu'ils se concentrent sur les causes de l'insurrection, non sur l'insurrection proprement dite. Il est indispensable d'appliquer ici des stratégies globales. Malheureusement, l'absence de solutions de substitution économiques pour de nombreuses communautés sahéliennes et le lourd tribut prélevé par la pandémie de Covid-19 semblent suggérer que les conditions socio-économiques à l'origine des conflits persisteront vraisemblablement et pourraient même se détériorer encore dans les années à venir. Certains reprochent par ailleurs à la politique migratoire de l'UE au Sahel de donner des résultats contraires à ceux qui étaient escomptés. Maintenir de force des migrants dans des pays de transit nuit à l'économie locale et accroît l'insécurité. Des efforts significatifs doivent être déployés dans le domaine de l'assistance humanitaire et du développement, notamment pour répondre à l'aggravation de la crise humanitaire, relever les défis du changement climatique et répondre à la nécessité d'émanciper les femmes et les jeunes.



89. L'évolution actuelle de la situation au Sahel vient conforter certains observateurs, diplomates et spécialistes dans ce qu'ils avancent depuis quelque temps déjà : il ne sert pas à grand-chose de ne considérer les multiples facettes d'un conflit que sous l'angle du terrorisme et du contre-terrorisme. À n'en pas douter, le terrorisme et l'extrémisme violent représentent de gigantesques défis qu'il convient de relever, mais là n'est pas la principale menace pesant sur les populations du Sahel. Du point de vue politique, ces difficultés sont, en partie du moins, la conséquence d'un affaiblissement de l'autorité et de la légitimité des gouvernants, du déclin ou de l'absence d'État de droit, d'une insécurité grandissante et de la montée de la pauvreté et de la faim. Cela donne à penser que, pour secourir la région, il faut l'aider à résoudre ce genre de problèmes et ne pas se contenter de lui fournir une assistance purement sécuritaire.

90. Même bien coordonnées, les réponses militaires et humanitaires ne donneront guère de résultats si une certaine forme d'entente politique ne peut être instaurée à l'intérieur des sociétés concernées. Il faut entre les États et les peuples sahéliens un robuste contrat social. Les gouvernements doivent prouver à nouveau leur utilité en assurant l'accès des citoyens aux services essentiels, une condition rendue plus impérieuse encore par la pandémie de Covid-19. Il faut plus d'énergie politique et plus de ressources de la part de la communauté internationale à cet effet. Cela exige focalisation et discipline, mais il est indispensable que la société et les dirigeants y consentent.

91. Au Sahel, migration clandestine, criminalité organisée et terrorisme sont autant de menaces multinationales encore exacerbées par la faiblesse des gouvernements. La Libye, elle-même affligée désormais d'un État extrêmement défaillant et en proie à une insurrection permanente, a offert au Sahel une route ouverte aux migrants, aux trafiquants et aux terroristes. L'aggravation de la situation dans ce pays a donc des répercussions directes sur la stabilité du Sahel. La restauration de la stabilité en Libye apporterait une contribution non négligeable à la lutte contre le terrorisme, au développement économique et à la résolution du problème posé par la migration clandestine au Sahel et dans le sud de la région méditerranéenne. Les pays alliés – qui, eux-mêmes, devraient élaborer une position commune sur la question libyenne – devraient aider à la mise en place en Libye d'un processus sans exclusive visant un règlement politique et la réconciliation. Des actions doivent être entreprises pour mettre à profit l'Accord politique libyen de 2015, la résolution 2259 (2015) et d'autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans ce contexte, la Conférence de Berlin de janvier 2020 a marqué le franchissement d'une étape majeure.

92. Non seulement les problèmes complexes et interdépendants que connaît le Sahel concernent les pays sahéliens qui participent de longue date au Dialogue méditerranéen de l'OTAN, comme la Mauritanie, et les pays voisins de la région, comme l'Algérie, l'Égypte, le Maroc ou la Tunisie, mais ils risquent fort de traverser la Méditerranée et d'aborder le territoire même de l'OTAN. Il incombe aux gouvernements des pays du Sahel de renouer avec leur population des liens de confiance sans lesquels aucun projet politique viable n'est envisageable. La communauté de nations transatlantique doit aider les sociétés sahéliennes dans une telle démarche, dès lors que la stabilisation de cette partie du monde profiterait grandement à l'Alliance sur le plan de la sécurité. La clé de tout progrès dans ce sens réside dans l'instillation d'un sentiment de responsabilité partagée. L'OTAN elle-même ne saurait se dispenser de se pencher de plus près sur ce foyer de tensions régionales et de réfléchir à la façon d'appuyer – en consultant dûment les pays de la région et en coopérant avec eux – les efforts déployés par la communauté internationale au Sahel.

## BIBLIOGRAPHIE

- Achik, Sabrina, « Monitoring de la stabilité régionale dans le bassin sahélien et en Afrique de l'Ouest, Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité », octobre 2019, [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2019/NA\\_2019-10-11\\_FR\\_S-ACHIK.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2019/NA_2019-10-11_FR_S-ACHIK.pdf)
- ACLED, « Political Violence Skyrockets in the Sahel », March 2019, <https://www.acleddata.com/2019/03/28/press-release-political-violence-skyrockets-in-the-sahel-according-to-latest-acled-data/>
- Africa News, « Angola, Senegal, Cameroon, Ghana and Nigeria among the most hard hit amid Covid-19 and oil price plunge », 31 March 2020.
- Al Jazeera, « Mali coup leaders, ECOWAS fail to reach agreement on transition », 24 August 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/08/mali-coup-leaders-ecowas-fail-reach-agreement-transition-200824171701181.html>
- Al Jazeera, « EU freezes missions training Malian army and police after coup », 26 August 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/08/eu-freezes-missions-training-malian-army-police-coup-200826153855836.html>
- Al-Jazeera, « France issues Niger travel warning after killing of aid workers », 12 August 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/08/france-issues-niger-travel-warning-killing-aid-workers-200812191159151.html>
- Al Jazeera, « Mali coup leaders say ex-president Keita released from detention », 27 August 2020, <https://www.aljazeera.com/news/2020/08/mali-coup-leaders-president-keita-released-detention-200827130430669.html>
- Al Jazeera Center for Studies, « The Competition between al-Qaeda and the Islamic State in the Sahel and Sahara », January 2017, <http://studies.aljazeera.net/en/publications/2017/11/competition-al-qaeda-islamic-state-sahel-sahara-171120083151219.html>
- Al Jazeera, 6 October, 2020, « West African leaders lift post-coup sanctions on Mali », <https://www.aljazeera.com/news/2020/10/6/west-african-leaders-lift-post-coup-sanctions-on-mali>
- Antil, Alain, Sahel : « Soubassements d'un désastre », Politique étrangère 3 :2019, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/sahel\\_soubassements\\_dun\\_desastre.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/sahel_soubassements_dun_desastre.pdf)
- AP-OTAN, « Sécurité et stabilité en Afrique - défis et priorités pour l'OTAN », octobre 2019 <https://www.nato-pa.int/fr/document/2019-rapport-pc-securite-et-stabilite-en-afrique-defis-et-priorites-pour-lotan-144-pc-19-f>
- Bagayoko, Niagalé, « Le multilatéralisme sécuritaire africain à l'épreuve de la crise sahélienne », juin 2019, [https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport\\_Bagayoko\\_Multilateralisme\\_Securitaire\\_Africain.pdf](https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport_Bagayoko_Multilateralisme_Securitaire_Africain.pdf)
- Baker, Luke, « Militants, fringe groups exploiting COVID-19, warns EU anti-terrorism chief », Reuters, 30 April 2020.
- Baldwin, Richard and Beatrice Weder di Mauro, « Mitigating the COVID Economic Crisis: Act Fast and Do Whatever It Takes », CEPR Press, 2020.
- Banque mondiale, « Dans les pays du Sahel, la révolution numérique passe par des réformes, 2017 »
- Banque mondiale, « World Bank Education and COVID-19 », 24 March 2020.
- BBC, « Mali coup: Military promises elections after ousting president », 19 August 2020, <https://www.bbc.com/news/world-africa-53833925>
- BBC, « Un pas de plus vers la création de nouvelle monnaie ECO », 20 May 2020, <https://www.bbc.com/afrique/region-52748756>

- Bensimon, Cyril, de Vergès, Marie, “Malgré la mort annoncée du franc CFA, l'éco n'est pas encore né”, Le Monde, 11 July 2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/11/malgre-la-mort-annoncee-du-franc-cfa-l-eco-n-est-pas-encore-ne\\_6045915\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/11/malgre-la-mort-annoncee-du-franc-cfa-l-eco-n-est-pas-encore-ne_6045915_3212.html)
- Bisson, Loic, “When Pandemic Meets Poverty: Pandemonium For Pastoralists In The Sahel”, Clingendael, July 2020, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-07/PB\\_When\\_pandemic\\_meets\\_poverty.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-07/PB_When_pandemic_meets_poverty.pdf)
- Cambon, Christian, «Comptes Rendus de la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées », Sénat, Mission « Barkhane-G5 Sahel » - Communication, 18 avril 2018, <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20180416/etr.html>
- Carsten, Paul, “Nigeria seeks \$6.9 bln from lenders to fund coronavirus fight”, The Reuters, 6 April 2020.
- Clingendael Institute, “Turning the Tide”, February 2017, [https://www.clingendael.org/pub/2017/turning\\_the\\_tide/1\\_the\\_transsaharan\\_migration\\_route/](https://www.clingendael.org/pub/2017/turning_the_tide/1_the_transsaharan_migration_route/)
- Clingendael Institute, “Caught in the middle. A human rights and peace-building approach to migration governance in the Sahel”, December 2018, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-12/caught-in-the-middle\\_0.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-12/caught-in-the-middle_0.pdf)
- Conflict Armament Research, “Investigating Cross-border Weapon Transfer in the Sahel”, November 2016, <https://www.conflictarm.com/reports/investigating-cross-border-weapon-transfers-in-the-sahel/>
- Cooper, Helen, “Plan to Cut U.S. “Troops in West Africa Draws Criticism From Europe”, New York Times 14 January 2020, <https://www.nytimes.com/2020/01/14/world/afrika/milley-troops-withdraw.html>
- Conseil européen des relations extérieures, “Migration through the Mediterranean: Mapping the EU response”, [https://www.ecfr.eu/specials/mapping\\_migration](https://www.ecfr.eu/specials/mapping_migration)
- Conseil européen des relations extérieures, “France's strongman strategy in the Sahel”, March 2019, [https://www.ecfr.eu/article/commentary/frances\\_strongman\\_strategy\\_in\\_the\\_sahel](https://www.ecfr.eu/article/commentary/frances_strongman_strategy_in_the_sahel)
- Conseil européen des relations extérieures, “Mapping Armed Groups in Mali and the Sahel”, May 2019, [https://www.ecfr.eu/mena/sahel\\_mapping](https://www.ecfr.eu/mena/sahel_mapping)
- Conseil européen des relations extérieures, “Sacred struggles: How Islam shapes politics in Mali”, November 2019, [https://www.ecfr.eu/publications/summary/secular\\_stagnation\\_malis\\_relationship\\_religion](https://www.ecfr.eu/publications/summary/secular_stagnation_malis_relationship_religion)
- Conseil de l'Union européenne, “EUTM Mali: Council extends training mission with broadened mandate and increased budget”, 23 March 2020, <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2020/03/23/eutm-mali-council-extends-training-mission-with-broadened-mandate-and-increased-budget/>
- CSIS Briefs, Niger, “A Bulwark against Further Instability in West Africa”, July 2019, <https://www.csis.org/analysis/niger-bulwark-against-further-instability-west-africa>
- Davitti, Daria and Ursu Anca-Elena, “Why Securitising the Sahel will Not Stop Migration”, Human Rights Law Centre, University of Nottingham, January 2018, [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-01/PB\\_Why\\_securing\\_Sahel\\_won%27t\\_stop\\_migration.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-01/PB_Why_securing_Sahel_won%27t_stop_migration.pdf)
- De Raincourt, Henri et Hélène Conway-Mouret, «Sahel : repenser l'aide publique au développement», Rapport d'information, Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, Sénat, 29 juin 2016, <http://www.senat.fr/notice-rapport/2015/r15-728-notice.html>
- Deutsche Welle, “Mali: A revolt that led to a coup d'etat”, 19 August 2020

- <https://www.dw.com/en/mali-a-revolt-that-led-to-a-coup-detat/a-54623258>  
Deutsche Welle, "Mali: President Keita dissolves constitutional court amid unrest", 12 July 2020, <https://www.dw.com/en/mali-president-keita-dissolves-constitutional-court-amid-unrest/a-54142785>
- Deutsche Welle, "US drone war expands to Niger", 23 November 2016, <https://www.dw.com/en/us-drone-war-expands-to-niger/a-36498052>
- Dworkin, Anthony, "A return to Africa: Why North African states are looking south", European Council on Foreign Relations, 3 July 2020, [https://www.ecfr.eu/publications/summary/a\\_return\\_to\\_africa\\_why\\_north\\_african\\_states\\_are\\_looking\\_south](https://www.ecfr.eu/publications/summary/a_return_to_africa_why_north_african_states_are_looking_south)
- DeYoung, Karen, "World's 70 million displaced people face a coronavirus disaster, report says", The Washington Post, 30 March, 2020.
- The Economist, "Jihadists in the Sahel threaten west Africa's coastal states", 9 July 2020, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2020/07/09/jihadists-in-the-sahel-threaten-west-africas-coastal-states>
- El Ghazouani, Driss, "A Growing Destination for Sub-Saharan Africans, Morocco Wrestles with Immigrant Integration", Migration Policy Institute, 2 July 2019, <https://www.migrationpolicy.org/article/growing-destination-sub-saharan-africans-morocco>
- Euractiv, "Coronavirus or not, African migrants push on toward Europe", 11 May 2020, <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/coronavirus-or-not-african-migrants-push-on-toward-europe/>
- European Court of Auditors, "Strengthening the capacity of the internal security forces in Niger and Mali: only limited and slow progress", 2018, [https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18\\_15/SR\\_SAHEL\\_EN.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR18_15/SR_SAHEL_EN.pdf)
- Fletcher, Barnaby and Vincent Rouget, "Sub-Saharan Africa: COVID-19 mitigation measures", Control Risks, 2 April 2020.
- Fondation pour la recherche stratégique, "Cartographie des activités de l'Union européenne liées à la sécurité et à la défense en Méditerranée et dans le monde arabe », Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, May 2019, <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/201921.pdf>
- Fondation pour la recherche stratégique, Union africaine / G5 sahel : Cherche cohérence désespérément, January 2019, <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/union-africaine-g5-sahel-cherche-coherence-desesperement-2019>
- Foreign Policy, "U.S. Officials Worry Looming Military Cuts in Africa Are 'About Politics'", 28 January 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/01/28/us-officials-worry-military-cuts-africa-political-sahel/>
- FEPS (Foundation for European Progressive Studies) and IAI, "Governance and Security in the Sahel: Tackling Mobility, Demography and Climate Change", April 2019, <https://www.iai.it/sites/default/files/9788833652054.pdf>
- Fragile State Index, Fragility in the World 2019, The Fund for Peace, 2019.
- France 24, « «Nigeria : face au coronavirus, Lagos et Abuja en confinement » », 29 March 2020.
- Friedrich Ebert Stiftung, « «Coopération ou concurrence ? La sécurité en Afrique de l'Ouest entre CEDEAO et G5 » », décembre 2018, <http://library.fes.de/pdf-files/iez/15093.pdf>
- Frowd, Philippe M., "Producing the 'transit' migration state: international security intervention in Niger", August 2019, <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01436597.2019.1660633?scroll=top&needAccess=true>
- Fox, Benjamin, "French forces face military trap in Sahel region", Euractiv, 15 January 2020,

- <https://www.euractiv.com/section/defence-and-security/news/french-forces-face-military-trap-in-sahel-region/>
- France24, "US calls for cut in UN peacekeeping forces in Mali", 15 January 2020, <https://www.france24.com/en/20200115-us-calls-for-cut-in-un-peacekeeping-forces-in-mali>
- Fröhlich, Silja, "West Africa's new currency, the Eco: Rebrand or fresh start?", DW, 23 December 2019, <https://www.dw.com/en/west-africas-new-currency-the-eco-rebrand-or-fresh-start/a-51784054>
- Fonds pour la paix, "Fragile States Index 2018", Washington, April 2018, <http://fundforpeace.org/global/?p=569>.
- Gandhi, Dhruv, Anna, Schaeffer and Payce Madden, "Africa in the news: COVID-19 impacts African economies and daily lives; clashes in the Sahel", Brookings, 11 April 2020.
- Goxho, Delina et., "European Military Presence in the Sahel: in Search for Purpose", 6 February 2020, VoxEurope, <https://voxeurop.eu/en/2020/sahel-5124283>
- Gibbons-Neff, Schmitt, Eric, "Pentagon May Cut Commando Forces in Africa in Major Military Review", New York Times, 4 June 2018, <https://www.nytimes.com/2018/06/04/world/africa/commandos-africa-pivot-major-powers.html?module=inline>
- Guibert, Nathalie, «Sahel: à quoi vont servir les renforts de Barkhane ? », Le Monde, 2 février 2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/02/sahel-a-quoi-vont-servir-les-renforts-de-barkhane\\_6028155\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/02/sahel-a-quoi-vont-servir-les-renforts-de-barkhane_6028155_3212.html)
- Initiative conjointe UE-OIM, "Sahel and Lake Chad", <https://migrationjointinitiative.org/countries/sahel-and-lake-chad>
- Institute for Security Studies, "What exactly are foreign troops protecting in the Sahel?", April 2018, <https://issafrica.org/iss-today/what-exactly-are-foreign-troops-protecting-in-the-sahel>
- Institute for Security Studies, «Comment stopper le déferlement de violences dans le Centre du Mali? », April 2018, <https://issafrica.org/fr/iss-today/comment-stopper-le-deferlement-de-violences-dans-le-centre-du-mali>
- Institute for Security Studies, "AU summit 31: What is the African Union's role in the Sahel?", June 2018, <https://issafrica.org/iss-today/au-summit-31-what-is-the-african-unions-role-in-the-sahel>
- International Alert, "If Victims Become Perpetrators. Factors of Vulnerability and Resilience Against Violent Extremism in the Central Sahel", June 2018, [https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel\\_ViolentExtremismVulnerabilityResilience\\_EN\\_2018.pdf](https://www.international-alert.org/sites/default/files/Sahel_ViolentExtremismVulnerabilityResilience_EN_2018.pdf)
- International Crisis Group (ICG), "Drug Trafficking, Violence and Politics in Northern Mali", December 2018, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/267-narcotrafic-violence-et-politique-au-nord-du-mali>
- FMI (Fond monétaire international), "IMF Country Report No. 19/240", July 2019, <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/07/22/Niger-Selected-Issues-48515>
- FMI, IMF Executive Board Approves a US\$115.3 Million Disbursement to Burkina Faso to Address the COVID-19 Pandemic, Press Release NO. 20/156, 14 April 2020.
- HCR (haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés), " UNHCR expresses alarm over insecurity in Burkina Faso", 2020.
- HRC, "Maradi: a concerning new emergency situation on the Niger-Nigerian border" ; August 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/70725.pdf>
- Kelly, Fergus, "More than 50 terrorists killed in French commando operations in Mali", 10 January 2020, <https://thedefensepost.com/2020/01/10/mali-terrorists-killed-french-commando-operations-barkhane/>

- Kone, Daouda Bakary, « «Covid-19: le «zéro cas» n'empêche pas le Mali de prendre la mesure de l'événement », 18 mars 2020.
- Kuwonu, Franck, « Africa Watch: 2020 is election season across Africa », Africa Renewal, December 2019 – March 2020.
- Lagneau, Laurent, « La France et l'Allemagne vont lancer un « Partenariat pour la sécurité et la stabilité » au Sahel, Opex360 », 26 août 2019, <http://www.opex360.com/2019/08/26/la-france-et-lallemagne-vont-lancer-un-partenariat-pour-la-securite-et-la-stabilite-au-sahel/>
- Lagneau, Laurent, « Avec l'appui de Barkhane, la Force conjointe du G5 Sahel a repris ses opérations, dans le nord du Niger », Opex360, 18 octobre 2019, <http://www.opex360.com/2019/10/18/avec-lappui-de-barkhane-la-force-conjointe-du-g5-sahel-a-repris-ses-operations-dans-le-nord-du-niger/>
- Lagneau, Laurent, Mme Parly prévient : « Nous mettrons du temps à vaincre » les groupes terroristes au Sahel, Opex360, 4 novembre 2019, <http://www.opex360.com/2019/11/04/mme-parly-previent-nous-mettrons-du-temps-a-vaincre-les-groupes-terroristes-au-sahel/>
- Laleix, Gaëlle, « Sahel : Cinq Ans Apres Sa Creation, Barkhane Peine Toujours A Convaincre », Rfi, 1er Aout 2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190801-g5-sahel-afrique-barkhane-cinq-ans-france>
- La Libre, « Koglwego, miroir d'une faillite d'État », 2018, <https://dossiers.lalibre.be/koglwego/index.php>
- Lawfare, « U.S. Military Operational Activity in the Sahel », 25 January 2019, <https://www.lawfareblog.com/us-military-operational-activity-sahel>
- Lebovich, Andrew, « Bringing the desert together: How to advance Sahel-Maghreb integration », European Council on Foreign Relations, 18 July 2017, [https://www.ecfr.eu/publications/summary/bringing\\_the\\_desert\\_together\\_how\\_to\\_advance\\_sahelo\\_maghreb\\_integration\\_7215](https://www.ecfr.eu/publications/summary/bringing_the_desert_together_how_to_advance_sahelo_maghreb_integration_7215)
- Leboeuf, Aline, « La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaines, chinoise et russe », Etudes de l'IFRI, août 2019, [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leboeuf\\_competition\\_strategique\\_afrique\\_2019\\_0.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leboeuf_competition_strategique_afrique_2019_0.pdf)
- Lebovich, Andrew, « After Covid: Resetting Europe-Africa relations for mutual benefit », 8 June 2020, [https://www.ecfr.eu/article/commentary\\_after\\_covid\\_resetting\\_europe\\_africa\\_relations\\_for\\_mutual\\_benefit](https://www.ecfr.eu/article/commentary_after_covid_resetting_europe_africa_relations_for_mutual_benefit)
- Le Figaro, « Au Sahel, l'opération Barkhane est bridée, faute d'alliés », 15 mai 2019, <https://www.lefigaro.fr/international/au-sahel-l-operation-barkhane-est-bridgee-faute-d-allies-20190513>
- Le Point, « Niger : explosive veille de ramadan pour cause de Covid-19 », 23 April 2020.
- Le Quiniou, Romain, « The EU in Sahel: current challenges and perspectives of strategic readjustment », Wise Europa, 10 June 2019.
- Le Monde, « Contre-terrorisme : les limites du G5 Sahel », 2 septembre 2019, [https://www.lemonde.fr/international/article/2019/09/02/contre-terrorisme-les-limites-du-g5-sahel\\_5505309\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/09/02/contre-terrorisme-les-limites-du-g5-sahel_5505309_3210.html)
- Le Monde, Au Sahel, « La France veut éviter la contagion djihadiste en protégeant le verrou burkinabé, » 3 octobre 2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/03/au-sahel-la-france-veut-eviter-la-contagion-djihadiste-en-protecteant-le-verrou-burkinabe\\_6014077\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/03/au-sahel-la-france-veut-eviter-la-contagion-djihadiste-en-protecteant-le-verrou-burkinabe_6014077_3212.html)
- Le Monde, « Le Burkina Faso est devenu partie intégrante de la crise au Sahel », 5 novembre 2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel\\_6018055\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/05/le-burkina-faso-est-devenu-partie-integrante-de-la-crise-au-sahel_6018055_3212.html)

- Le Monde, Burkina Faso : au moins 38 personnes tuées dans une attaque « planifiée » contre un convoi minier, 7 novembre 2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/07/au-moins-37-morts-dans-l-attaque-d-un-convoi-minier-dans-l-est-du-burkina-faso\\_6018310\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/07/au-moins-37-morts-dans-l-attaque-d-un-convoi-minier-dans-l-est-du-burkina-faso_6018310_3212.html)
- Le Monde, « Retour sur la naissance d'un djihad paysan dans le centre du Mali », 6 novembre 2019, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/06/retour-sur-la-naissance-d-un-djihad-paysan-dans-le-centre-du-mali\\_6018230\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/11/06/retour-sur-la-naissance-d-un-djihad-paysan-dans-le-centre-du-mali_6018230_3212.html)
- Le Monde/AFP, "Un soldat français tué lors des combats au Mali", 23 July 2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/23/un-soldat-francais-tue-au-mali\\_6047112\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/23/un-soldat-francais-tue-au-mali_6047112_3212.html)
- Libération, « L'État islamique au Grand Sahara, force montante des trois frontières », 12 décembre 2019, [https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-etat-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres\\_1768935](https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/l-etat-islamique-au-grand-sahara-force-montante-des-trois-frontieres_1768935)
- Lkaderi, Sulaiman, "Sub-Saharan migrants in Morocco trapped by coronavirus and poverty", 18 May 2020, Middle East Eye, <https://www.middleeasteye.net/video/sub-saharan-migrants-morocco-trapped-virus-and-poverty>
- Losada, Angel, « Au Sahel, le vide de l'État, c'est l'oxygène du terrorisme », Le Point, 28 February, 2019, [https://www.lepoint.fr/afrique/angel-losada-au-sahel-le-vide-de-l-etat-c-est-l-oxygene-du-terrorisme-28-02-2019-2297106\\_3826.php#](https://www.lepoint.fr/afrique/angel-losada-au-sahel-le-vide-de-l-etat-c-est-l-oxygene-du-terrorisme-28-02-2019-2297106_3826.php#)
- Madden, Payce, "Africa in the news: WAEMU's eco implementation, Sahel security update, and Foresight Africa launch", Brookings Institution, 18 January 2020, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/01/18/africa-in-the-news-waemus-eco-implementation-sahel-security-update-and-foresight-africa-launch/>
- Marks, Simon, "African Union Predicts Continental Recession Due to COVID-19", VOA, 6 April 2020.
- Markis, Simon, "Why the Mali coup matters to Europe and the world", POLITICO, 19 August 2020, <https://www.politico.eu/article/mali-coup-explained/>
- Migration Joint Initiative, "EU-IOM Initiative for Migrant Protection and Reintegration", <https://migrationjointinitiative.org/countries/sahel-and-lake-chad>
- Ministère des affaires étrangères de la République de Turquie, "Press Release Regarding the Military Coup in Mali", 19 August 2020, [http://www.mfa.gov.tr/no\\_-177\\_-mali-deki-askeri-darbe-hk.en.mfa](http://www.mfa.gov.tr/no_-177_-mali-deki-askeri-darbe-hk.en.mfa)
- Molnar, Petra and Diego, Naranjo, "Surveillance Won't Stop the Coronavirus", The New York Times, 15 April 2020.
- Observatoire syrien des droits de l'Homme, "SOHR reveals | Turkish intelligence transfers 2,500 Tunisian ISIS members to Libya in a few months", <https://www.syriahr.com/en/175342/>
- OCDE, "COVID-19 Crisis Response in MENA Countries", in *Tackling Coronavirus (COVID-19)*, 20 April 2020.
- OIM (International Organization for Migration), "Mediterranean Migrant Arrivals Reach 34226 in 2019", Deaths reach 683, July 2019, <https://www.iom.int/news/mediterranean-migrant-arrivals-reach-34226-2019-deaths-reach-683>
- Okonjo-Iweala, Ngozi, Brahim Sangafowa Coulibaly, Tidjane Thiam, Donald Kaberuka, Vera Songwe, Strive Masiyiwa, Louise Mushikiwabo, and Cristina Duarte, "Africa needs debt relief to fight COVID-19", Brookings, 9 April 2020.
- Ongley, Karen and Abebe Aemro Selassie, "In It Together: Protecting the Health of Africa's People and their Economies", IMF Blog, 25 mars 2020.
- ONU, Department of Economic and Social Affairs, "Population Dynamics", <https://population.un.org/wpp/>
- ONU Info, "Burkina Faso crisis and COVID-19 concerns highlight pressure on Sahel food security", 2 April 2020.

- ONU, Conseil de sécurité, “Meeting Coverage, Peace in Sahel Requires Tackling Causes of Instability, Special Adviser Tells Security Council amid Calls to Advance Development, Fight Terrorism”, 20 December 2018,
- PAM (Programme alimentaire mondial), “[Number of hungry people spikes in Central Sahel as COVID-19 looms](#)”, 2 April 2020.
- Pamuk, Huseyra, “U.S. creates new envoy position to counter rising terrorism in Sahel”, Reuters, 6 March 2020, <https://www.reuters.com/article/us-usa-sahel/u-s-creates-new-envoy-position-to-counter-rising-terrorism-in-sahel-idUSKBN20T2ZJ>
- Pew Research Center, “Europe’s Unauthorized Immigrant Population Peaks in 2016, Then Levels Off”, 13 November 2019, <https://www.pewresearch.org/global/2019/11/13/europes-unauthorized-immigrant-population-peaks-in-2016-then-levels-off/>
- Relief Web, Sahel, “Overview of Humanitarian Needs and Requirements”, 2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sahel%20HNRO%202018.pdf>
- Rémy, Jean-Philippe, “L’assassinat des humanitaires au Niger, révélateur de la menace djihadiste”, Le Monde, 11 August 2020, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/11/au-niger-l-assassinat-des-humanitaires-francais-revele-l-etendue-de-la-degradation-de-la-situation-securitaire\\_6048651\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/11/au-niger-l-assassinat-des-humanitaires-francais-revele-l-etendue-de-la-degradation-de-la-situation-securitaire_6048651_3212.html)
- Roger, Benjamin, Alilat, Farid, “How AQIM leader Abdelmalek Droukdel was killed in Mali”, The Africa Report, 8 June 2020, <https://www.theafricareport.com/29482/how-aqim-leader-abdelmalek-droukdel-was-killed-in-mali/>
- Schmitt, Eric, U.S. Military Cutting Medevac Flights for Troops in West Africa”, The New York Times, 18 April 2020, <https://www.nytimes.com/2020/04/18/world/africa/west-africa-special-operations-medevac.html>
- Schlein, Lisa, “Forcibly Displaced in Chad Facing Twin Security and Environmental Crises”, 30 August 2020, VOA News, <https://www.voanews.com/africa/forcibly-displaced-chad-facing-twin-security-and-environmental-crises>
- Sénat de la République française, «Compte rendu de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées », 17 avril 2018, <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20180416/etr.html>
- Shortell, David, “National security officials warn of extremists exploiting coronavirus pandemic”, CNN, 8 April 2020.
- Speakman, Cordall, and Lorenzo Tondo, “‘Entire families are arriving at our shores’: Covid drives Tunisian exodus”, The Guardian, 12 August 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/aug/12/entire-families-are-arriving-at-our-shores-covid-drives-tunisian-exodus>
- Stiftung Wissenschaft und Politik, “UN Peacekeeping in Mali, Time to Adjust Minusma’s mandate”, April 2019, <https://www.swp-berlin.org/10.18449/2019C23/>
- Szuba, Jared, “Africa offers US a competitive edge over Russia and China, Townsend says”, The Defense Post, 31 January 2020, <https://thedefensepost.com/2020/01/31/us-africa-great-power-competition-townsend-africom/>
- Tagliapietra, Simone, “COVID-19 is causing the collapse of oil markets: when will they recover?” Bruegel, 23 avril 2020.
- Tagliapietra, Alberto, “The Sahel—a Laboratory of EU Migration Policy”, 2 July 2020, <https://www.gmfus.org/blog/2020/07/02/sahel-laboratory-eu-migration-policy>
- The Guardian, “Mercenaries flock to Libya raising fears of prolonged war”, 24 December 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/dec/24/mercenaries-flock-to-libya-raising-fears-of-prolonged-war>
- Torres Saavedra, Laura, “The demographic explosion in the Sahel region: its governance’s new challenge”, June 2019



- [http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs\\_opinion/2019/DIEEEO61\\_2019LAUTOR\\_de\\_mografia\\_ENG.pdf](http://www.ieee.es/Galerias/fichero/docs_opinion/2019/DIEEEO61_2019LAUTOR_de_mografia_ENG.pdf)
- Tull, Denis M., “UN Peacekeeping in Mali. Time to Adjust”, MINUSMA’s Mandate, April 2018, [https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2019C23\\_tll.pdf](https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2019C23_tll.pdf)
- Tyburski, Luke, “[Tough times ahead for African oil producers](#)”, The Atlantic Council, 25 March 2020.
- USAID, “Climate Change Risk Profile, West Africa Sahel”, April 2017, [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/West\\_Africa\\_CRP\\_Final.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/West_Africa_CRP_Final.pdf)
- Venturi, Bernardo, “An EU Integrated Approach in the Sahel: the Role for Governance”, Istituto Affari Internazionali, February 2019, <https://www.iai.it/sites/default/files/iaip1903.pdf>
- VOA, “[Covid-19: le Niger redoute de nouvelles violences à l'approche du ramadan](#) », 22 avril 2020.
- Wilen, Nina, “Belgian Special Forces in the Sahel: A Minimal Footprint with Maximal Output?”, Egmont Institute Africa Policy Brief, May 2019, <http://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2019/05/apb26.pdf?type=pdf>
- Forum économique mondial, “The Sahel is engulfed by violence. Climate change, food insecurity and extremists are largely to blame”, January 2018, <https://www.weforum.org/agenda/2019/01/all-the-warning-signs-are-showing-in-the-sahel-we-must-act-now/>
-